

Traité, budget, emploi, austérité...



PHOTO THÈQUE ROUGE / GUY LAHER ET JMB

Ce gouvernement n'est pas le nôtre!

Faire des efforts pour réduire le déficit et rembourser la dette... la rengaine de ce gouvernement n'est pas nouvelle, c'est même la même que son prédécesseur. Au nom de la réduction des déficits et malgré l'opposition d'une grande partie de la gauche sociale et politique, le gouvernement Hollande a donc ratifié le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) ou pacte budgétaire. L'austérité obligatoire à perpétuité. Le 9 octobre, il a obtenu, à l'Assemblée, une large majorité avec l'apport de l'UMP. Seuls une vingtaine de députés PS ont osé dire non avec la majorité des députés d'EELV et ceux du Front de gauche.

VOUS AVEZ AIMÉ LE TRAITÉ ?

Imposant l'équilibre du budget sous le contrôle du FMI, de la BCE et même de la Cour de justice européenne, ce traité est une arme de guerre contre les peuples. Jean-Claude Trichet, l'ex-président de la BCE, l'a dit lui-même : « si un pays n'applique pas suffisamment les accords, alors les autorités européennes doivent pouvoir prendre le pouvoir dans ce pays ». C'est bien ce carcan anti démocratique qu'Hollande nous impose aujourd'hui, avec le renfort d'une l'UMP heureuse de voter un traité forgé en son temps par Sarkozy.

Hollande prétend qu'il n'y aurait pas d'autre choix possible, mais chaque année l'État verse 50 milliards aux banques et aux riches au titre des seuls intérêts de la dette publique. Faire la lumière sur le contenu et l'illégitimité de la dette et arrêter de la payer,

ou accepter de plus en plus d'austérité comme l'exige le traité européen et sa règle d'or? François Hollande a donc clairement choisi mais pas sans diviser sa propre majorité. Qu'importe, députés socialistes se sont déjà engagés à voter la loi organique qui suivra, quelle que soit leur appréciation actuelle du TSCG. Une bien belle cohérence...

VOUS ADOREREZ LE BUDGET !

À peine quelques jours après cette ratification vient maintenant l'heure du budget 2013. Jean-Marc Ayrault le présente comme « un budget de combat pour la justice sociale ». Il voudrait faire croire que les 24 milliards d'augmentation d'impôts prévus seront synonymes de justice fiscale? Ce n'est pas parce que les plus riches et les patrons crient le plus fort qu'ils sont les plus

SUITE PAGE 2

Agenda

12 octobre 2012, Débat, NPA Dijon. « Crise de la pensée à gauche, actualité d'un Marx libertaire » avec Philippe Corcuff, militant anticapitaliste et altermondialiste, sociologue. RV à 18 heures, salle York - Centre de Rencontres Internationales, 1 boulevard Champollion à Dijon.

13 octobre, émission radio-phonique L'hebdo sur la CGT avec Robert Pelletier et Jean-Marie Pernot. RV entre 12 heures et 13 heures sur *Fréquence Paris Plurielle* 106.3.

13 octobre, journée sur le droit d'asile, Beauvais. À l'initiative de Solidarité Migrants Oise, du RESF de Beauvais et avec le soutien de la LDH. RV à l'Asca, 8 rue de Bourgogne à Beauvais. À 15h30 : film *Les amoureux au ban public* suivi d'un débat à 17h : débat sur le droit d'asile; à 19h : apéritif dînatoire; et à 20h30 : spectacle de la Compagnie Jolie Môme *Paroles de Mutins*.

13 octobre, rassemblement « Changeons d'ère, sortons du nucléaire ! », Laval. Cette manifestation regroupera touTEs les citoyenNEs qui demandent l'arrêt immédiat des chantiers de l'EPR de Flamanville et de la THT « Cotentin-Maine ». Pour toute information : 07 86 67 25 93 ou sdn53@hotmail.fr Site : <http://sdn-rennes.org/>

19-20 octobre, journées d'Égal à Égales, Angers. Le collectif angevin « d'Égal à Égales » organise un grand événement féministe : débats, tables rondes, ateliers, spectacle, expos... RV vendredi 19 octobre à partir de 20 heures dans les salons Curnonsky, 6 place Maurice-Saillant à Angers (tramway arrêt Ralliement). Samedi 20, manif à 15h30, place du Ralliement.

25 octobre, meeting NPA, Paris. De gauche comme de droite, l'austérité on la combat ! Meeting anti-austérité, avec Olivier Besancenot, Christine Poupin, Philippe Poutou, et la participation de représentantEs des luttes. RV à 20 heures, salle Japy, 2 rue Japy (M° Voltaire ou Charonne), Paris.

● ● ● SUITE DE LA PAGE 1

touchés. La fameuse taxe à 75% sur les revenus supérieurs à 1 million d'euros ne prendra pas en compte les revenus du capital et ne concernera donc au final que 1 500 personnes. Beaucoup de bruit pour rien ! L'ISF revient à la hauteur qu'il avait avant que Sarkozy ne fasse cadeau de sa réduction aux grandes fortunes ? Que l'on se rassure de leur côté, le bouclier fiscal est rétabli en contrepartie. En revanche, le gel du barème de l'impôt sur le revenu est bien maintenu. Pourtant critiqué par le PS sous Sarkozy, la base de calcul des impôts n'est plus revalorisée du montant de l'inflation et cela pénalise durement celles et ceux qui jusqu'alors n'étaient pas imposables. Du côté des baisses de dépenses, le gouvernement explique lui-même que le gel des crédits des ministères maintient l'effort imposé par François Fillon durant le précédent quinquennat. Les créations d'emplois dans les secteurs jugés

prioritaires comme l'éducation seront « strictement compensées », ce qui implique que les suppressions d'emplois dans les autres services publics seront encore plus sévères. Cure d'austérité pour les services publics en perspective.

UN GOUVERNEMENT À L'ÉCOUTE... MAIS DE QUI ?

Des dizaines de milliers de salariéEs sont mobiliséEs à travers tout le pays, dans l'industrie automobile, à Arcelor ou à Sanofi, et n'ont eu en retour que quelques gesticulations de Montebourg, l'improductif « ministre du Redressement productif ». Que l'on n'attende pas de lui des mesures contraignantes pour empêcher les licenciements, il n'en a visiblement ni la force ni l'envie. Tout au plus pourra-t-il imposer au riche Lakshmi Mittal d'accepter un repreneur à Florange. Une « victoire » de haute lutte saluée comme il se doit

par les huées des salariés concernés. Mais quand des petits patrons autoproclamés « pigeons » se mobilisent... sur Internet et via des médias complaisants, c'est un tout autre son de cloche. Devant les gros yeux de ces quelques patrons appuyés par le Medef, le gouvernement a vite fait machine arrière et a corrigé sa copie. Une correction qui de l'aveu même du ministre du Budget Cahuzac pourrait coûter « plusieurs centaines de millions à l'État ». Autant dire à nous. Finalement, tout cela est comme on dit une belle leçon de choses. Une preuve de plus que ce gouvernement n'est pas des nôtres, même comme cousin très très éloigné... À cette gauche-là, libérale et respectueuse des patrons et des marchés financiers, il est urgent d'opposer une gauche de combat.

Sandra Demarcq



PHOTO THÉQUE ROUGE / JMB

Propos recueillis par Dominique Lerouge

Tunisie : mobilisation contre le procès intenté à une femme victime d'un viol

Entretien avec Ahlem Belhadj (ci-contre), féministe tunisienne et militante de la LGO*

* Version courte d'un entretien à paraître dans *Tout est à nous La Revue*.

Où en est l'affaire au niveau judiciaire ?
Cetle affaire est extrêmement symbolique de la situation de violence à l'égard des femmes en Tunisie. De victime, la femme violée s'est retrouvée accusée ! Le message est clair : on veut faire comprendre aux femmes tunisiennes victimes de viol qu'elles n'ont plus la possibilité de porter plainte sous peine de se retrouver elles-mêmes accusées. Grâce au courage de cette femme et de son ami, ainsi qu'à une très grande mobilisation, le Président de la république s'est excusé officiellement au nom de l'État tunisien, et a promis la possibilité que ce second procès soit classé. Mais ce n'est pas encore fait, et nous restons mobilisés pour la défendre.

Assiste-t-on à une augmentation du nombre de viols ?
De façon générale, les violences à l'égard des femmes sont beaucoup plus fréquentes. Mais il est difficile d'affirmer que les viols sont plus nombreux.

Quelle est l'évolution dans le temps des violences envers les femmes ?
Une enquête réalisée en 2010 avait montré que 47,9% des Tunisiennes avaient subi au moins une fois une forme de violence : morale, physique, économique ou sexuelle. D'après cette même étude, seulement 5% ont eu recours à des autorités ou à des associations.

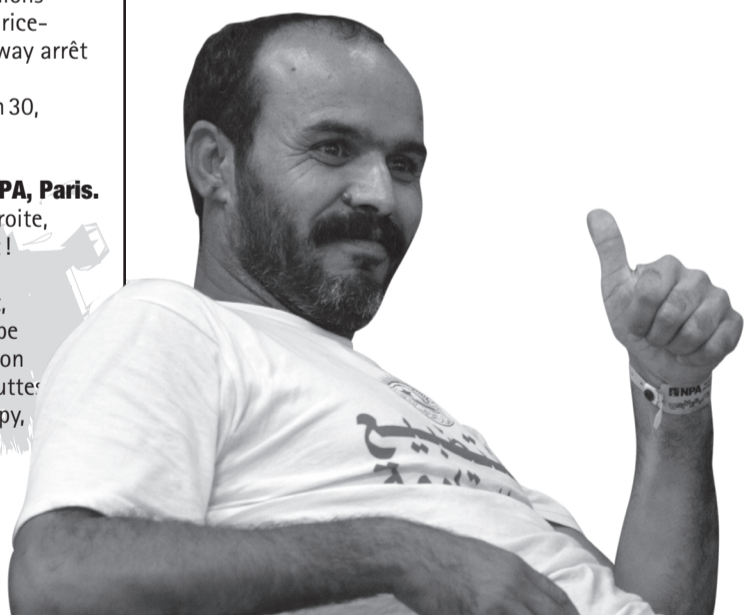
Sous Ben Ali, et aussi du temps de Bourguiba, le pouvoir avait périodiquement mené des offensives contre les femmes au nom de la « protection des bonnes mœurs ». Pendant la révolution de début 2011, une étude de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) a démontré que les violences à l'égard des femmes étaient généralement sous-déclarées. À l'heure actuelle, celles-ci se font sentir de plus en plus. Elles sont légitimées par une campagne contre les droits des femmes, et notamment sur leur façon de s'habiller, leur liberté de sortir où elles veulent en

compagnie de qui elles veulent, etc. La différence avec le passé, c'est que cette fois-ci, cela se passe sous couvert de « moralité » et de comportements « conformes à la religion », et plusieurs groupes religieux extrémistes ont pris le relais. Ils sont encouragés par l'attitude des institutions en place. De nombreuses femmes ont été intimidées sur leur lieu de travail, dans la rue ou dans les familles. On a le sentiment que la violence est de plus en plus présente, et surtout qu'elle est légitimée par cette « campagne de moralité ».

Quelle est la responsabilité d'Ennahda et de son gouvernement dans cette situation ?
Sa responsabilité est double :
- Premièrement, les institutions qui devraient protéger les femmes ne jouent pas leur rôle. C'est par exemple le cas de la police, des hôpitaux, etc. Il y a également l'absence de structures d'accompagnement des femmes lorsqu'elles sont victimes de violences.
- S'y ajoute l'impunité de ceux qui agressent des femmes.

Je pense qu'il s'agit là d'un projet d'Ennahda, comme le prouvent les propos de Ghannouchi, le leader historique d'Ennahda, lorsqu'il dit que son courant ne veut pas changer la situation par en haut, mais à partir de la base.

Quelle est la position, à ce jour, du Premier ministre islamiste ?
Il ne pouvait pas faire autrement que confirmer que les policiers ont été arrêtés et qu'ils seront condamnés. Mais il n'a rien dit contre la plainte déposée contre la jeune femme pour « attentat à la pudeur » qui laisse entendre que « si elle a été violée, c'est qu'elle l'avait bien cherché ». Ce que nous voulons entendre, c'est une position claire sur la deuxième affaire où la jeune femme se retrouve accusée. Le Premier ministre ne s'est pas prononcé à ce sujet, et c'est cela que nous lui demandons.



Abdesslem Hidouri. PHOTO THÉQUE ROUGE / JMB

Mobilisations dans l'intérieur du pays

Jeudi 27 septembre, la police avait sauvagement agressé un sit-in sur la route reliant le bassin minier de Gafsa et le port de Sfax, et 21 personnes avaient été placées en garde à vue. Les manifestants demandaient la satisfaction des mêmes revendications que celles ayant été à l'origine de la révolution de 2011 : avant tout l'emploi et le développement des régions déshéritées de l'intérieur. À la suite des mobilisations et des protestations, onze des participants au sit-in, dont Abdesslem Hidouri de la LGO, ont été libérés le 5 octobre. Les dix personnes toujours détenues ont entamé une grève de la faim, ainsi que six personnes de leurs familles et cinq élus à l'Assemblée constituante. Des manifestations et rassemblements continuent dans différentes villes. À Thala, une grève a, par

exemple, été annoncée à partir du lundi 8 octobre. À Sidi Bouzid, suite aux mobilisations, le gouverneur a été muté. Lundi 8 octobre, un nouveau sit-in est prévu devant le siège du gouvernement. Face aux poursuites judiciaires, des dossiers sont en cours de constitution afin de rétablir les faits et d'assurer la véracité des déclarations faites pendant les incarcérations. À noter que le premier meeting du « Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution » a rassemblé à Tunis, dimanche 7 octobre, environ 5000 personnes. En plus des représentants des partis constitutifs était notamment présent à la tribune Abdesslem Hidouri, qui a été gravement blessé à Menzel Bouzaiene. Dominique Lerouge

Combattre les lois liberticides de gauche comme de droite !



Par **Yvan Lemaître**

PROVOCATION !

Mardi dernier, Angela Merkel, a rendu visite au gouvernement grec, son fondé de pouvoir pour mettre en œuvre la politique de la Troïka (Union européenne-BCE-FMI) dont elle représente le plus gros actionnaire. «*Nous constatons que les efforts de réforme ont augmenté avec le gouvernement Samaras et nous voulons les soutenir*», a précisé son porte-parole. Au même moment, la Troïka négocie un versement de 31,5 milliards d'euros avec en contrepartie un nouveau train de mesures d'économies budgétaires d'un montant de 13,8 milliards d'euros, que le gouvernement devra faire accepter par le Parlement. Une visite «amicale» donc pour exercer la pression, obliger le gouvernement à affronter l'immense majorité de la population qui considère la venue de la chancelière allemande comme une provocation.

Plus encore que l'État ou la bourgeoisie grecs, le peuple tient Merkel pour la principale responsable d'une politique qui a plongé le pays dans la récession, la misère, le désespoir. Le taux de chômage est de 24%, les entreprises ferment par dizaines chaque jour. Les patients souffrant de maladies chroniques sont privés de soins et de couverture sociale, les suicides augmentent, le nombre de SDF aussi. Une des dernières mesures qui a été demandée par la Troïka est que les Grecs travaillent six jours par semaine !

Comment la Grèce exsangue et son gouvernement honni pourraient-ils faire face à une nouvelle augmentation de la dette, cette rente pour les banques, à de nouvelles mesures d'austérité. Cette pure folie se protégeait derrière les 7000 policiers mobilisés pour faire d'Athènes une ville en quasi état de siège. Le ministère de l'Intérieur avait interdit «*tout rassemblement supérieur à trois personnes*», une première depuis la fin de la dictature.

Une fois encore, les travailleurs grecs ont fait face, affronté la police. Leur lutte est la nôtre, comme celle des travailleurs portugais, espagnols, allemands, par-delà les frontières, ces barrières que les bourgeois dressent entre les peuples pour mieux les soumettre. Partout en Europe s'engage un profond mouvement pour rejeter les politiques d'austérité (prendre aux pauvres pour donner aux riches), pour rassembler les forces contre les gouvernements soumis aux banques.

La cause est entendue, la France vit dans la terreur. Des réseaux intégristes ourdiraient du fond des mosquées et des «quartiers» d'horribles attentats, tandis que les mamans «françaises de souche» tremblent, à l'heure du goûter, pour leur progéniture soumise aux racketteurs de pains au chocolat ! C'est, à peine caricaturé, ce que l'on pourrait croire ces jours-ci à l'écoute de certains médias. À décharge de ces derniers, il faut bien admettre que les déclarations démagogiques de certaines personnalités politiques leur fournissent largement de quoi faire. Des pains au chocolat de Copé, au énième coup de filet antijihadiste, la course à l'électorat de Marine Le Pen n'en finit pas de pourrir un «débat politique» qui ne se nourrit plus que des petites phrases racistes, islamophobes et sécuritaires. Le Front national en embuscade n'a guère qu'à gérer son fonds de commerce électoral qui progresse tranquillement dans le marigot des prétendues «batailles d'idées». C'est dans ce contexte nauséabond que le gouvernement et sa majorité présidentielle ont fait le choix, ont pris la responsabilité, de laisser au très médiatique ministre de l'Intérieur le soin de proposer la nouvelle mouture d'une énième loi «antiterroriste». Le projet discuté et adopté lors du dernier Conseil des ministres du mercredi 3 octobre devrait être rapidement proposé au Parlement afin d'être «adopté avant la fin de l'année», comme le souhaite François Hollande. Adoptant la célèbre doctrine de Jean-Pierre Chevènement «*un ministre, ça ferme sa gueule ou ça démissionne*», aucune voix au sein du gouvernement n'a jugé bon de protester devant ce projet liberticide, ni de faire «entendre sa différence». Frappée d'amnésie, la gauche gouvernementale en oublie qu'il n'y a pas six mois, après les tueries de Toulouse et Montauban,

elle dénonçait avec virulence le «*populisme pénal*» de Sarkozy à qui elle reprochait sa réactivité événementielle et l'exploitation émotionnelle des faits divers pour ses propres intérêts. «*Un attentat... une loi*». La droite ne s'y trompe pas. On a les laudateurs que l'on peut, le très réactionnaire député UMP Éric Ciotti, après avoir félicité le ministre de l'Intérieur pour sa «*lucidité sur les Roms*» (sic) évoque le nouveau projet de loi comme «*un hommage à Sarkozy*». Car contrairement à Monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, Manuel Valls, lui, nous fait du Sarko... en le sachant. Ce «nouveau» projet, il est vrai, pue le rance. Il n'est qu'un ressasé, sinon un pur copié-collé de celui élaboré par Guéant au lendemain de l'affaire Mérah. La seule innovation ne concerne

qu'un alinéa qui précise que cette loi s'applique aux crimes et délits qualifiés d'actes de terrorisme commis par un Français hors du territoire de la République. En 26 ans, depuis l'adoption de la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (dite loi Marsaud) l'arsenal «antiterroriste» de l'État s'est considérablement durci, donnant à la section antiterroriste du parquet une autonomie dans la répression, et une couverture légale dépassant de très loin le cadre judiciaire ordinaire. Flics et juges ont usé et abusé de commissions rogatoires lancées pour «*association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste*». Combien de gardes à vue de pure intimidation cette loi a-t-elle couvertes ? Combien d'années de prison préventives se terminant par des non-lieux

pour vice de procédure ? Combien de vies brisées ou malmenées, passées par pertes et profits ? Il faudrait sans doute y consacrer tout un ouvrage. Alors que l'on serait en droit d'attendre d'un vrai gouvernement de gauche la mise en question de toutes les mesures, décrets et lois liberticides votées par la droite, l'équipe au pouvoir envoie comme principal message sa volonté de continuer, voire d'accroître les politiques précédentes. Nous ne les laisserons pas faire ! Tout comme nous posons l'urgence d'un front de riposte large aux politiques d'austérité, qu'elles soient de droite ou de gauche, nous combattons les politiques sécuritaires et mettons en place une riposte unitaire contre les lois sécuritaires et liberticides.

Alain Pojolat



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MJAMERON

Le 9 octobre, une étape vers les convergences ?

Plus d'une semaine après la visite des Ford et des PSA au salon de l'auto, des centaines de salariéEs de l'automobile et de l'industrie se donnaient rendez-vous le 9 octobre devant le salon de l'automobile en ce jour de mobilisation pour l'emploi avant la manifestation de l'après-midi qui a regroupé plusieurs milliers de salariéEs. Cette mobilisation répondait à l'appel des Fédérations européennes de l'industrie, relayée en France uniquement par la CGT. La centrale syndicale de Montreuil qui n'avait pas appelé à manifester contre le TSCG, le 30 septembre, voit son secrétaire Bernard Thibault hausser le ton pour la première fois depuis l'arrivée de Hollande à l'Élysée, sur fond de guerre de succession à la tête de la CGT et de pression des équipes militantes.

Cette rentrée connaît une explosion des chiffres du chômage, chaque jour une annonce de plan social vient renforcer l'inquiétude des salariéEs. À la pointe de l'actualité depuis cet été, PSA dont le site d'Aulnay doit fermer, mais aussi Sanofi et ArcelorMittal mettent en lumière l'incapacité totale du gouvernement, ne serait-ce que pour limiter les licenciements. Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, a beau occuper les caméras, en concurrence le ministre des expulsions Manuel Valls, ses annonces ne concernent que des éternelles réunions qui n'ont pour but que de réduire la taille du plan social et d'offrir de meilleures conditions de départs. À aucun moment ce dernier qui se gargarise d'avoir sauvé 15 000 emplois, ne remet en cause le droit des

actionnaires et patrons de licencier y compris les licenciements boursiers. C'est dans ce climat de dégradation de l'emploi à vitesse grand V que la CGT a organisé cette première journée de mobilisation «*pour la défense de l'emploi et de l'industrie*». La confédération Montreuilloise devait bien reprendre une initiative alors que se multiplient des initiatives dans chacune de ces entreprises. Initiatives auxquelles le NPA a participé activement par le soutien de ses équipes militantes et la présence répétée de nos porte-parole. Le syndicat Peugeot CGT PSA, ajoutant sa pierre à la préparation de cette journée, a appelé à un rendez-vous avant la manifestation devant le Mondial de l'auto de toutes les entreprises

en lutte : Sanofi, PSA, 3 Suisses, Fralib, Faurecia, ArcelorMittal, Air France et Samsonite. Mais après les premiers balbutiements de l'été et de la rentrée autour des initiatives prises entre autres par les PSA, le mardi 9 a été une première étape qui pourrait déboucher sur une marche pour l'emploi du privé et du public. Le Mondial de l'auto aura eu cette année un rôle que les constructeurs n'auraient jamais souhaité. Celui de lieu de rendez-vous et de publicité pour la convergence des luttes dans l'automobile et l'industrie puisque durant les dix premiers jours plusieurs centaines de salariéEs se sont emparés de l'occasion de manifester leur mécontentement et leur volonté d'agir malgré la passivité des directions syndicales...

Thibault Blondin

FINANCEMENT DE LA SÉCU : un budget d'austérité qui préfigure la règle d'or !

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) de 2013 comme les précédents prétend « redresser les comptes ». On est loin du principe qui a prévalu à la création de la Sécu en 1945 : « *chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins* » ! Pendant 50 ans, jusqu'à la loi Juppé de 1995, la Sécu a pu fonctionner sans budget préalable. En effet le financement de la Sécu ne doit donc pas dépendre d'une enveloppe budgétaire fermée, les dépenses varient selon diverses circonstances (épidémie, crise, progrès médicaux...) Prétendre « redresser les comptes » relève d'une escroquerie car les gouvernements successifs ont eux-mêmes créé le déficit en n'affectant pas les recettes nécessaires au financement, notamment par des cadeaux aux employeurs, les exonérations des cotisations sociales atteignent 255,5 milliards d'euros en dix ans !

Les ministres de la santé et du budget, Marisol Touraine et Jérôme Cahuzac, ont présenté fin septembre le PLFSS 2013.

Toutes les méthodes d'interruption volontaire de grossesse seront remboursées à 100%.

Les victimes d'accident de travail et de maladies professionnelles bénéficieront si nécessaire « d'une prestation d'aide à l'emploi d'une tierce personne », financée par l'augmentation de la cotisation dite patronale. Ces mesures sont positives. Mais elles ne suffisent pas à masquer le caractère régressif de ce PLFSS présenté par le gouvernement comme « un budget de combat parce qu'il faut en finir avec le déficit ».

François Hollande s'était engagé pendant les élections à fixer la progression de l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) à 3%, ce qui était déjà bien en-dessous des besoins. Il sera limité à 2,7%. Le « redressement des comptes » se fera surtout sur le dos des malades et des retraités. Pour la branche maladie, l'économie devrait être de 2,5 milliards d'euros. Le PS militait pour l'abrogation des franchises médicales. Il n'en n'est plus question. Toutes les mesures empêchant un nombre croissant de malades de se soigner (forfait, déremboursement de médicaments...) sont maintenues.

Le gouvernement a aussi « oublié » d'abolir l'imposition des indemnités journalières des victimes d'accident de travail et de maladie professionnelles. La taxation des mutuelles instaurée par la droite, et qui avaient eu pour conséquence des hausses importantes des tarifs, restent en vigueur. Cela n'empêche d'ailleurs pas la FNMF² d'approuver ce PLFSS !

L'hôpital public devra économiser 657 millions d'euros ! La loi HPST³ est maintenue avec tous ses effets néfastes, restructurations, fermeture de services et d'hôpitaux, réductions dramatiques d'emplois... La durée de séjour dans les hôpitaux sera administrativement limitée pour économiser 193 millions, ce qui peut aussi avoir des conséquences dramatiques.

Les pensions des retraités imposables seront ponctionnées de 0,15% en 2013 et de 0,3% en 2014. Une amorce pour aller plus loin comme pour la CSG, qui est aussi prélevé sur les retraites (entre autres) pour financer notamment... les retraites.

Le même principe s'applique pour cette « contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie ». Dans les deux cas, il s'agit d'une diminution des pensions qui cache son nom. Il est déjà annoncé qu'en 2013 elle ne sera pas destinée à financer la dépendance. La règle d'or s'applique aux organismes de Sécurité sociale. L'austérité est imposée dans le PLFSS 2013 mais elle ne suffira pas à atteindre l'équilibre budgétaire. Ce projet de budget n'est qu'une étape de l'offensive contre nos salaires ! La Sécu reste financée majoritairement par les cotisations sociales, le salaire socialisé, mais le basculement vers le financement par l'impôt est à l'ordre du jour. Le seul débat au sein du gouvernement porte sur les modalités : TVA, fiscalité « écologique » ; CSG ? L'enjeu du combat est la sauvegarde de la Sécu et le partage des richesses.

S. Bernard

1. (de 2000 à 2010) Source : Agence centrale des organismes de Sécurité sociale
2. FNMF : Fédération nationale de la mutualité française
3. HPST : Hôpital Patient Santé Territoire

Semaine d'action du 1^{er} au 6 octobre

Une première contre la commercialisation et la privatisation de la santé



Pour la première fois, la « semaine d'action contre la commercialisation et la privatisation de la santé en Europe » a permis de mener des initiatives coordonnées contre les atteintes au droit à la santé. Décidées par le Réseau européen de syndicats, partis, associations, collectifs, créé dans ce but, ces actions ont eu lieu en Pologne (article ci-dessous), dans l'État espagnol, en Belgique, en Grèce, au Royaume-Uni et en France (voir l'article ci-dessous), parfois dans des cadres unitaires plus larges que le réseau. Forte de ces réalisations, la 4^e Conférence du réseau, réunie à l'issue de la manifestation de Varsovie, s'est fixé de nouvelles perspectives.

VARSOVIE : 7 000 dans les rues contre la privatisation de la santé, et pour les droits des personnels hospitaliers

Le 5 octobre, 7 000 manifestantEs se sont réunis sur l'immense esplanade au pied du Palais de la culture de Varsovie, pour manifester contre la marchandisation et la privatisation du système de santé, et les attaques dont sont victimes les professionnels du secteur (très bas salaires, précarité des contrats de travail, conditions de travail).

Un succès considérable...

Le succès est considérable, puisque ce chiffre est le double de ce qu'avaient prévu les organisateurs, et malgré la désinformation des médias annonçant que la manifestation était « interdite ».

Pour l'essentiel, le cortège était composé d'infirmières et sages-femmes venues de toutes les régions du pays manifester à l'appel de leur syndicat l'OZZPIP¹.

Plusieurs centaines de manifestants ont également défilé à l'appel du syndicat « Août 80 », en particulier des mineurs et des ouvriers de l'automobile.

Ils entendaient ainsi affirmer que les revendications sur le droit à la santé concernent l'ensemble des salariés et pas seulement les professionnels de santé.

Les mineurs assuraient également la sécurité du cortège, comme ils l'avaient fait il y a cinq ans, lors de la grande lutte des infirmières qui avaient organisé leur « village blanc » face à la Chancellerie du Premier ministre. Les organisateurs avaient insisté sur le caractère international de la manifestation, en plaçant les délégations des pays européens en tête de la manifestation.

UnE représentantE de chaque pays a été invitéE à prendre la parole à l'issue d'une marche qui a traversé une partie importante de la ville.²

Malgré ce succès, le Premier ministre n'a pas daigné recevoir la délégation venue le rencontrer.

La manifestation du 5 octobre a constitué en Pologne un véritable événement politique, largement couvert par les médias du pays. La présidente du l'OZZPIP, Iwona Borchulska, a pu exposer à la télévision les raisons de la manifestation.

... qui ouvre des perspectives

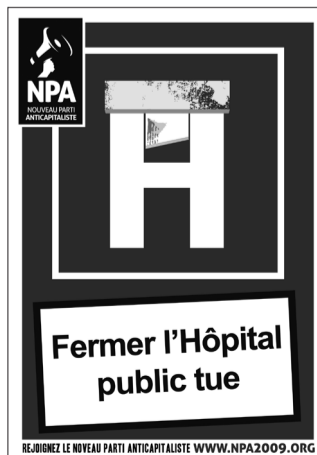
Le lendemain s'est réunie une conférence ouverte aux syndicalistes polonais et aux délégations étrangères, permettant d'approfondir et de comparer plusieurs aspects des réformes en cours et de leurs conséquences. Elle fut suivie par une réunion plus restreinte du Réseau européen, dans le but de fixer de nouvelles perspectives.

Dans son communiqué final, la conférence de Varsovie a décidé de prendre une nouvelle initiative : une semaine d'actions coordonnées du 11 au 17 mars 2013 « de sensibilisation et d'intervention des citoyens et des professionnels de santé contre la privatisation et la commercialisation du système de santé et de protection sociale, dans tous les établissements de santé, les lieux de travail », tout en participant à tous les rendez-vous européens et mondiaux et aux « échéances nationales » du mouvement social.

Si beaucoup de chemin reste encore à parcourir pour faire reculer les politiques libérales contre la santé et la protection sociale, ce qui se construit depuis deux ans trace la seule voie possible, celle de l'action internationale.

Correspondants

1. l'OZZPIP syndique 1/3 des infirmières et sages femmes de Pologne.
2. La délégation française était composée de représentants de Sud Santé Sociaux, de la convergence des services publics, du NPA et du PCF/Front de Gauche.



FRANCE : un millier de manifestantEs pour la santé

Délégations de collectifs de défense des hôpitaux de la région parisienne et d'Alès, Bordeaux, Caen, Charleville-Mézières, Concarneau, Decize, Isère, Les Sables-d'Olonne, Lille, Lisieux, Luçon, Lure-Luxeuil, Lyon, Marie-Galante, Mantes, Marseille, Montluçon, Nantes, Nemours, Nîmes, Privas, Rennes, Rethel, Roubaix, Rouen, Saint-Agrève, Toulouse, Vire, et militantEs associatifs, syndicaux (essentiellement de Sud santé), politiques (Front de Gauche et une présence conséquente du NPA), nous étions un millier à manifester à Paris le 6 octobre à l'appel de « Notre santé en danger » (NSED). Participation perçue comme honorable par les manifestants, une semaine après la mobilisation contre le traité budgétaire, en l'absence d'organisations membres de NSED (les confédérations CGT, FSU) et en raison du boycott des médias. La demande préalable de NSED d'être reçue à Matignon a eu pour seule réponse un barrage de police, suscitant de vifs commentaires sur « le mépris de ce gouvernement, semblable au précédent » !

Avant la manifestation, un rassemblement a permis à plusieurs associations et collectifs de s'exprimer. Nommés par le gouvernement, les directeurs des Agences régionales de santé (ARS) disposent de larges compétences dans le domaine de la santé. Un exemple illustre les conséquences des exigences comptables des ARS. Celle de Guadeloupe a annoncé fin 2011 la fermeture de la chirurgie et de la maternité de l'hôpital de l'île de Marie-Galante jugés non rentables. Il faudra une heure de bateau pour aller à Pointe-à-Pitre. En cas d'urgence, l'ARS prétend que les malades seront transportés en hélicoptère sanitaire. Encore faut-il que les conditions météorologiques le permettent et qu'il soit disponible, il n'y en a qu'un seul pour la Martinique et la Guadeloupe ! La population de l'île a manifesté à plusieurs reprises pour le maintien de toutes les activités de l'hôpital, mobilisant jusqu'à 4 000 personnes sur une population de 12 000 habitants. À Marie-Galante et ailleurs la mobilisation continue ! Pour le droit à la santé, on ne lâche rien !

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE :



Obama, le moindre mal ?

REUTEURS/BRIAN SNYDER

Mercredi dernier, sur le campus de l'université de Denver dans le Colorado, a eu lieu le premier débat entre les deux candidats à la Maison blanche, débat suivi par près de 70 millions d'Américains. Le milliardaire républicain et mormon, Mitt Romney, est donné gagnant, aux points, de ce premier round face à un Obama qui a joué le match en dedans, comme désarmé à son propre bilan et deux ans de cohabitation avec les républicains majoritaires au Congrès depuis 2010...

«*Le président a une vision très similaire à celle qu'il avait quand il s'est présenté il y a quatre ans, celle d'un gouvernement plus important, avec plus de dépenses, plus d'impôts, plus de régulations. [...] Continuer avec le statu quo ne fait pas l'affaire des Américains aujourd'hui*», a attaqué le très réactionnaire Romney posant à l'homme du changement pour flatter le mécontentement suscité par le bilan d'Obama et vendre sa camelote ultra-libérale. Sans conviction, conciliateur, Obama a défendu un bilan impopulaire sans autre perspective à proposer que sa volonté de continuer le job. Difficile d'être offensif, de porter «l'espoir et le changement» comme

en 2008 alors que le chômage n'a cessé d'augmenter depuis – plus de 27 millions d'Américains n'ont pas d'emploi –, que le pouvoir d'achat recule, que les inégalités s'aggravent et que l'économie stagne. Ce qui devait être la grande réforme d'Obama, l'assurance maladie, laisse 20 millions de personnes sans aucune protection alors que des millions d'autres doivent acheter des contrats d'assurance auprès des grandes compagnies auxquelles Obama a laissé le monopole du marché. La dette américaine a augmenté de 6 000 milliards de dollars durant son mandat pour alimenter une politique de relance qui n'a profité qu'aux banques, au patronat et aux plus riches. Romney, dont le ticket avec Paul Ryan, proche des Tea Party, a la sympathie acquise de l'électorat le plus réactionnaire, a essayé de mettre un peu d'eau dans sa soupe libérale en affirmant qu'il ne baisserait pas les impôts pour les grandes fortunes, qu'il ne remettrait pas en cause la sécurité sociale (système de retraites) et les programmes d'assurance maladie pour les plus de 65 ans (Medicare) et les plus pauvres (Medicaid). Il lui faut tenter de gagner une partie de l'électorat d'Obama pour espérer avoir une chance de l'emporter. Mais cela ne l'a pas empêché

de redire sa volonté d'abroger la réforme santé promulguée en 2010 pourtant bien limitée et injuste. Il a joué au défenseur des classes dites moyennes, pour l'essentiel les salariés qui ont du travail et dont le salaire a stagné voire reculé. Le millionnaire apôtre dévoué de la libre entreprise et de l'initiative privée, de la réussite individuelle s'est voulu proche du peuple... Cela ne l'empêche pas de traiter «d'assistés», de «victimes» les électeurs d'Obama...

Ce baratin creux et vide ne tient que par le bilan des démocrates et leur politique tout aussi libérale même si son emballage se revendique d'une idéologie progressiste. Alors, Obama, le moindre mal ? En fait un moindre mal dont la politique ressemble à celle du mal avec lequel Obama cherche un arrangement. Sur le fond, les deux candidats affichent les mêmes objectifs, lutter contre la dette publique, les déficits par l'austérité et maintenir la domination américaine. Tous les deux sont candidats des 1%. «*Nous avons à imaginer comment notre camp peut s'organiser pour affronter l'austérité et l'oppression qui continuera ici, qu'importe qui gagnera en novembre*» écrivent nos camarades de *Socialist Worker*.
Yvan Lemaître

ASIE DU NORD-EST : Bruits de bottes pour une poignée d'îlots inhabités

En annonçant qu'il allait acheter à son «propriétaire» privé les îles Senkaku (Diaoyu en chinois), revendiquées par Pékin, Tokyo a ravivé la flamme nationaliste dans toute l'Asie du Nord-Est. Il y a un demi-siècle, la réponse à cette provocation serait apparue simple. L'impérialisme japonais s'est emparé en 1895 des Senkaku qui ne lui appartenaient pas ; il doit les restituer. Cela reste vrai, mais dans un contexte qui a beaucoup changé – et les restituer à qui ?

Histoire passée. Les mini-archipels inhabités de la région sont l'objet de revendications concurrentes qui, toutes, invoquent l'histoire – une histoire bien en peine de trancher. Les Senkaku, situées au sud-ouest du Japon entre Okinawa et Taïwan, ont longtemps été intégrées au défunt royaume de Ryukyu. Aujourd'hui encore, bien des habitants d'Okinawa ne se sentent pas Japonais. C'est pourtant sur leur île que Tokyo a autorisé la construction des plus grandes bases militaires des États-Unis dans cette partie du monde.

Histoire présente. Ce n'est qu'au cours des dernières décennies que le contrôle des micro-archipels inhabités est devenue si

important pour des raisons économiques (ressources marines, pétrole, gaz, métaux...), légales (extension des zones de souveraineté maritime...) et militaires (bases d'appui...). L'indifférence ou les compromis diplomatiques d'hier ne sont plus de mise.

Une région sous tension. Chaque archipel de la région est ainsi revendiqué par deux États ou plus. Les Senkaku par la Chine, Taïwan et le Japon. Les Rochers Liancourts (Takeshima) par le Japon et la Corée. Les Spratley par la Chine, le Vietnam, la Malaisie, Brunei, les Philippines. Les Paracels par la Chine, Taïwan, le Vietnam... On est loin d'un simple face-à-face Tokyo/Pékin.

Jouer avec le feu. Les revendications territoriales servent par ailleurs à souffler sur le feu des nationalismes. Pour détourner l'attention de la crise sociale, partout. Pour légitimer le régime à la veille d'un congrès décisif du parti dirigeant (Chine) ou d'une élection indécise (Japon) ; pour préparer aussi l'opinion à un réarmement agressif : l'extrême droite nipponne évoque le «droit» de leur État à se doter de l'arme nucléaire – avec à l'arrière plan le renforcement de la marine chinoise et le redéploiement de la VII^e Flotte étatsunienne. Les conflits maritimes

se surajoutent aux «points chauds» continentaux (péninsule coréenne...), accroissant l'instabilité régionale.

L'alternative. Les peuples de la région n'ont rien à gagner au choc des nationalismes. Le grand mérite de l'appel des pacifistes japonais (voir le précédent numéro de *Tout est à nous*) est de vouloir porter un coup d'arrêt à la montée du chauvinisme dans leur propre pays, de reconnaître les torts historiques de leur État, tout en s'adressant aux mouvements citoyens des autres pays concernés pour rompre ensemble le cercle vicieux des conflits territoriaux. Dans le cas des mini-archipels maritimes, pas de souveraineté ancrée dans l'histoire et, faute de population, pas d'exercice possible d'un droit d'auto-détermination. La logique des «droits souverains» transforme les peuples en otages de la géopolitique des puissances. Il faut lui opposer les coopérations régionales, la démilitarisation des zones contestées et la gestion collective des activités humaines en fonction des besoins sociaux et environnementaux. Construire ainsi une politique de sécurité internationale radicalement différente de celle des classes possédantes.
Pierre Rousset

ÉLECTIONS AU VENEZUELA :



PHOTO THÈQUE ROUGE/FERNANDO ESTEBAN

Nouvelle victoire du candidat bolivarien Hugo Chavez

Le 7 octobre avaient lieu les élections présidentielles vénézuéliennes : Hugo Chavez remettait ainsi en jeu son mandat après quatorze ans à la tête de la «révolution bolivarienne» qui a contribué à transformer ce pays sud-américain. En effet, depuis sa victoire électorale de 1998, celui qui est soutenu avec ferveur par ses millions de partisans, a impulsé un processus national populaire progressiste, largement porté par le peuple. La redistribution de la rente pétrolière a permis la division par deux de la pauvreté dans le pays, tout en développant des expériences de participation populaire inédites. Le nouveau gouvernement a également promu avec conviction l'idée d'une nouvelle unité latino-américaine aux forts accents anti-impérialistes. L'élection de dimanche avait ainsi un caractère géopolitique évident. Une défaite du candidat du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) et de ses alliés du Grand Pôle patriotique (dont le Parti communiste) aurait fortement détérioré les rapports de classes continentaux, menaçant les conquêtes sociales et démocratiques de la dernière décennie.

L'impressionnante et festive «marée rouge» qui a envahi les rues de Caracas le jeudi 4 octobre a constitué une incontestable démonstration de force du bolivarianisme, sous les auspices du slogan : «*Chavez, cœur de la patrie*». Cette ferveur existe grâce aux solides acquis de la révolution bolivarienne : baisse de la pauvreté, alphabétisation, accès à la santé gratuite et mise en place de magasins subventionnés dans les quartiers populaires, gratuité des universités boliviariennes, nationalisation de secteurs clés de l'économie et contrôle bancaire, etc. autant de mesures qui sont loin du discours dominant mondial. Face à l'hostilité permanente de l'oligarchie et des États-Unis, le processus bolivarien est aussi traversé par de nombreuses contradictions : bureaucratie galopante, insécurité endémique, consolidation d'une bourgeoisie bolivarienne, secteur privé largement dominant, ou encore politique internationale menée au Moyen-Orient. L'omniprésence de Hugo Chavez lui-même était aussi en jeu dans ces élections, alors qu'il est apparu affaibli par un cancer.

Dès lors, l'opposition de droite, portée par la candidature de Henrique Capriles Radonski, entrepreneur et avocat, a surfé sur les faiblesses du gouvernement sortant, en tenant un discours de «centre gauche», affirmant ne pas remettre en cause les mesures sociales en vigueur. Il a réussi à mobiliser dans des meetings rassemblant des centaines de milliers de personnes. Mais en réalité, son programme est une véritable arme de guerre ultralibérale : privatisations, liquidations des services gratuits, fin du contrôle bancaire, etc. Si Capriles réussit à rassembler presque 45% d'électeurs, c'est aussi parce que le camp chaviste ne l'a que peu attaqué sur le contenu, comptant souvent sur le seul charisme du président pour gagner. Dès lors, en ajoutant le sur-place du processus depuis près de cinq ans, rien d'étonnant à ce que Chavez passe de 63% aux dernières présidentielles (2006) à 54,5% en 2012. La polarisation politique est telle que les quatre autres candidats en lice n'ont eu aucun poids. Orlando Chirino, syndicaliste révolutionnaire et candidat de PSL (Parti Socialisme et Liberté), reste enfermé dans une candidature de témoignage avec 0,02% des voix. Avec cette nouvelle victoire électorale et en vue des élections régionales (gouverneurs) de décembre, le camp chaviste surmontera-t-il ces contradictions déterminantes pour le cours politique des six prochaines années ? Le défi pour le mouvement ouvrier et les secteurs radicaux de la gauche bolivarienne reste de construire une dynamique poussant à l'auto-organisation collective, sans attendre des décisions venues d'en haut, afin de donner un contenu politique concret aux appels au «socialisme du XXI^e siècle».

De Caracas, Franck Gaudichaud et Patrick Guillaudat

L'AUSTÉRITÉ P

Programmation des finances publiques pour 2012-2017

Trois textes budgétaires ont été élaborés par le gouvernement et vont être discutés au Parlement :

- le budget de l'État ;
- le budget de la Sécurité sociale : loi de financement de la Sécurité sociale ;
- la loi de programmation des finances publiques 2012-2017.

Il faut avoir en tête que les finances publiques additionnent celles de l'État, celles de la Sécurité sociale et celles des collectivités locales. C'est ce qu'imposent les textes européens depuis le traité de Maastricht. L'objectif que

fixe Hollande d'un déficit de 3% du PIB (après 4,5% en 2012) concerne le total.

Les objectifs du gouvernement pour 2013 et les années à venir sont résumés dans la loi de programmation des finances publiques pour la période 2012 à 2017 qui concerne bien l'ensemble des finances publiques. Elle est construite dans le cadre du TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance) avant même que celui-ci ne soit adopté. Ses grandes orientations sont résumées dans le tableau ci-contre.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-4,5	3,0	-2,2	-1,3	-0,6	-0,3
État et organismes divers	-3,9	-2,7	-2,1	-1,6	-1,2	-1,1
Administrations de sécurité sociale (avec assurance-chômage)	-0,5	-0,2	0,0	0,3	0,6	0,8
Collectivités locales	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1
Croissance du PIB en %	0,3	0,	2,0	2,0	2,0	2,0

On peut d'abord remarquer que les prévisions de croissance du PIB sont vraiment sujettes à caution : pour 2012, d'après l'Insee, ce ne sera pas 0,3% mais 0,2% et le 0,8% en 2013 est au-dessus de ce qu'annoncent de nombreux économistes. Quant aux 2% ensuite, c'est d'un optimisme de façade.

En fait, tout l'édifice est conçu pour rassurer les marchés financiers et montrer que la France est dans les clous. Il n'y a aucun objectif de baisse du chômage, de transition écologique, de réforme sociale, d'amélioration de la santé, etc. Hollande ajoute de l'austérité à l'austérité Sarkozy. Et ces mesures d'austérité supplémentaires vont peser sur la croissance et l'emploi déjà mal en point du fait d'une crise qui n'est pas prête de finir. À partir d'une étude du FMI, Guillaume Duval, rédacteur en chef d'*Alternatives économiques*, écrit ainsi : « Dans le contexte actuel, il y a donc lieu de supposer qu'une restriction budgétaire de l'ordre de 1,5 point entre 2012 et 2013 amènerait, au bas mot, une perte de PIB de 1,2 point et une hausse du chômage de 1 point (300 000 personnes) ». 1,5 point, c'est ce qui est prévu puisque la programmation fait passer les déficits de 4,5% en 2012 à 3% du PIB en 2013.

La loi de programmation des finances publiques indique que les dépenses de l'État hors dette et pensions seront stabilisées en valeur ; c'est-à-dire qu'elles baisseront en euros constants (compte tenu des prix). Pour les retraites, ça ne veut pas dire que le pouvoir d'achat des retraites augmentera mais qu'il y aura plus de retraités. En fait, la seule dépense sécurisée correspond aux intérêts de la dette publique. La loi encadre l'évolution des dépenses des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale, et plus particulièrement les dépenses d'assurance maladie. L'objectif est que les régimes sociaux deviennent excédentaires, indépendamment des besoins. Les concours de l'État aux collectivités territoriales seront stabilisés en 2013, puis réduits annuellement de 750 millions d'euros

en 2014 et en 2015. Cela veut dire que les collectivités locales auront moins de ressources en provenance de l'État alors que celui-ci lui leur a transféré des charges (notamment en matière sociale).

La loi de programmation annonce la stabilisation des effectifs de l'État. Les augmentations du nombre de postes pour les secteurs « prioritaires » seront compensées par des baisses d'effectifs ailleurs (c'est déjà ce qui se passe en 2013). La baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires est programmée. Les difficultés de fonctionnement de certaines administrations vont s'accroître. Un symbole malgré les professions de foi écologiques : le budget du ministère de l'écologie (hors pensions) passe de 8 milliards d'euros dans la loi de finances initiale de 2012 à 7,64 milliards en 2013 et à un objectif de 7,08 en 2015 (au total, plus de 10% de baisse en euros courants).

On dit qu'une image vaut mille mots. Eh bien, les textes budgétaires valent plus que les discours doucereux de Hollande ! Ils traduisent la réalité d'une politique qui, beaucoup plus rapidement que celle de Jospin en 1997, se révèle pour ce qu'elle est : un refus de s'attaquer aux puissances d'argent responsables de la crise. Certes, le Medef a dénoncé des « risques majeurs pour le financement de l'économie et la croissance des entreprises ». Mais quand on lit les *Echos* du vendredi 2 octobre, on voit qu'il y a eu des négociations entre Bercy et le patronat lors de la préparation des textes budgétaires. Et certains dirigeants patronaux, anonymement, ne cachent pas qu'ils sont plutôt satisfaits : « L'écoute était bonne, nous avons eu de vrais échanges et beaucoup de choses ont évolué très vite. » Et comme si ça ne suffisait pas, le gouvernement a reculé piteusement devant la fronde sur internet de quelques prétendus pigeons, en fait des vautours pour qui il est inimaginable que la taxation du capital se rapproche de celle du travail.

Henri Wilno

Baisse des dépenses publiques

Le projet de budget 2013 prévoit de baisser le déficit public de 30 milliards en augmentant les impôts de 20 milliards (10 sur les ménages et 10 sur les entreprises), et en diminuant les dépenses de 10. En cette période de « difficultés budgétaires », il n'est évidemment pas question d'envisager des augmentations de dépenses, par exemple pour préparer la transition écologique. Et c'est bien sur la baisse des dépenses publiques que l'on pourra compter pour la poursuite, et même l'aggravation, de la politique d'austérité. Il y a dès le départ un flou certain sur cette baisse : on parle à la fois de stabilisation des dépenses publiques et de baisse. Selon le discours officiel qui concerne l'État, les 10 milliards de baisse devraient porter sur les dépenses de fonctionnement des ministères civils (-2,8 milliards), de celui de l'Éducation nationale (-2,2), les subventions aux entreprises (-2), les transferts aux collectivités locales (-1,8) et les dépenses d'investissement (-1,2), notamment celles du ministère de la Culture qui doit abandonner de nombreux projets, mais pas sur les dépenses d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes cher à monsieur le Premier ministre. C'était député-maire de Nantes...

Ces diminutions de dépenses se verront à la fois sur les effectifs et sur les salaires. En matière d'effectifs, le gouvernement présente ses trois domaines : +10 000 dans l'éducation, +1 000 pour police-justice, +8 000 dans l'emploi. Mais ces créations sont plus que compensées par -12 300 dans les ministères dont -7 000 pour la défense, -2 500 pour l'économie, -1 000 pour l'environnement. Globalement la RGPP, remise en cause profonde des fonctions publiques, continue de se mettre en place. Pour ce qui concerne les hôpitaux, l'enveloppe qui leur est destinée augmentera au même rythme que les effectifs.

Le budget, côté recettes : un c

« Un budget de rigueur, mais de gauche », osait titrer *Libération* fin septembre. Moscovici, lui, n'a pas craint d'affirmer qu'« un Français sur dix ne subirait aucune augmentation d'impôt ». Le volet recettes du budget 2013 relèverait surtout les impôts des grandes entreprises et des plus riches. Quelques petits progrès effectifs illustreraient cette « rigueur juste » : la taxe de 75% sur les ultra-riches, une nouvelle tranche supérieure d'imposition de 45%, un plafonnement plus sévère des niches fiscales, un relèvement de l'ISF... Mais c'est l'arbre qui cache la forêt. D'abord la réforme de l'impôt sur le revenu est très limitée. La nouvelle tranche supérieure à 45%, qui concerne environ 50 000 contribuables gagnant plus de 150 000 euros dans l'année (les 1% les plus riches) n'est qu'un alignement sur l'Allemagne (45%) et le Royaume-Uni (50%). La taxe de 75% est exceptionnelle (pour deux ans) et ne portera que sur les seuls revenus d'activité des personnes (1 500 environ) gagnant plus de 1 million d'euros dans l'année. Or, contrairement au commun des mortels, les revenus de cette catégorie sont très majoritairement des revenus de capital, les salaires n'y entrent que pour 20%. Selon Bercy, ces 45% et 75% devraient « rendre » respectivement 320 et 210 millions d'euros seulement (sur au moins 20 milliards d'euros d'impôts supplémentaires !)

En revanche le gel du barème de l'impôt sur le revenu (celui-ci ne tiendra plus compte de l'inflation) augmentera la charge de 16 millions de foyers fiscaux, bien au-delà donc des riches et même de ce qu'on pourrait appeler les « classes moyennes supérieures », et rapportera beaucoup plus à l'État.

La réforme Sarkozy de l'ISF de 2011 n'est même pas complètement abolie. La plupart des niches fiscales qui rendent son « assiette » très étroite (les biens professionnels, essentiel du patrimoine des très riches, ne sont pas concernés, ni les œuvres d'art, ni des investissements dans les PME...) demeurent, et les revenus compris entre 800 000 et 1,3 millions d'euros restent épargnés. Finalement, alors que la réforme Sarkozy a fait perdre 1,9 milliard d'euros annuels à l'État (sur 4,5 milliards de rendement avant la réforme), la contre-réforme Hollande ferait regagner à l'État seulement

1 milliard. Un peu. Enfin le gouvernement annonce les revenus du capital et du travail. Certes le projet peut aller dans ce sens, mais la forfaitaire libérale de l'optimisation soustraire ses revenus en choisissant ce qui est le plus-values moins pour les intérêts des 41% qui « frquent l'impôt sur le revenu. Sauf que... le gel des entrepreneurs « du capitalisme d'impôts sur leur de participation. En plus, la taxe Les dividendes bénéficier d'un dividendes, l'impôt. Quant au plafonnement en réalité qu'une zième proposition pourra plus tirer somme de 100 le projet officiel de 18 000 euros imposable du économisé par supprimés et la que des niches de déduire de les DOM-TOM d'un voilier de pour le dével qui coûte des du plafonne Le système fi

POUR CINQ ANS

= aggravation de la politique d'austérité

milliards, et 10 sur période de sager des ologique. esurer la sous Sarkozy (+2,6% en valeur, 2,5% en 2012). Cela signifie la poursuite des suppressions de postes à l'hôpital public. La masse salariale de l'État est pratiquement stabilisée à 80,6 milliards d'euros (contre 80,4 milliards en 2012). Soit une baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires. Il faut noter que le gel des salaires concernera aussi les hôpitaux et la fonction publique territoriale.

Jacques Cherbourg



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Cauchemar pour les riches, vraiment ?

s en avant, deux pas en arrière ! ement ment en affirmant que désormais capital seront autant imposés que ceux du plafonnement plus sévère des niches fiscales sens, de même que la fin du «prélèvement toire». Qu'il faut un peu expliquer, car le est à nous ! n'est pas toujours un virtuose fiscale : jusque-là le contribuable pouvait venus du capital à l'impôt sur le revenu e prélèvement à taux fixe (19% pour les biliaires, 21% pour les dividendes, 24%), évidemment bien plus avantageux que appaient» alors la tranche supérieure de venu.

ouvernement vient de capituler devant les pigeons» : les petits (et grands) marquis continueront de payer seulement 19% rs plus-values tirées de la vente des «titres » au capital des entreprises (lire page 10) e de 75% épargne les revenus du capital. (les revenus des actions) continueront de abatement de 40% (pour 100 000 euros de pôt est calculé sur 60 000 euros) ! nnement des niches fiscales, il ne concerne me vingtaine de ces dispositifs ! La «quin- ion» du candidat Hollande disait : «Nul ne r avantage des niches fiscales au-delà d'une 00 euros de diminution d'impôt par an.» Or el de budget dit que ce plafonnement sera s en 2013, mais «majorés de 4% du revenu foyer fiscal». Soit encore un beau pactole r les riches. Puis en 2014 les 4% seront e plafonnement porté à 100 000 euros... sauf s fiscales énormes, comme celle qui permet ses impôts tout investissement réalisé dans l (un hôtel, l'achat d'une entreprise, l'achat e luxe...), qui n'a aucune efficacité prouvée oppement et l'emploi dans ces territoires, et milliards chaque année à l'État, sont exclues ent ! scal français restera donc scandaleusement

défavorable aux classes populaires. L'impôt progressif (l'impôt sur le revenu) l'est en fait peu, et la réforme en cours ne va infléchir cela que très marginalement, tout en continuant d'épargner largement les revenus du capital. Celui-ci va pouvoir continuer d'esquiver l'impôt aisément, grâce au maquis des niches fiscales («au moins 75 milliards d'euros de pertes annuelles pour l'État» selon Hollande lui-même, en avril 2012). Et au sein du total des impôts collectés, la part de l'impôt progressif reste mineure, par rapport à des impôts beaucoup plus injustes socialement, car seulement proportionnels (la CSG) ou homogènes (la TVA). Alors si en plus, le pouvoir socialiste décide de réaliser son projet d'augmentation massive (40 milliards d'euros !) de la CSG...

Yann Cezard



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/TN)

Budget de la Sécu

L'austérité pour les travailleurs, les exonérations de cotisations sociales pour les patrons

L e ministre du Budget (Cahuzac) a présenté lundi 1^{er} octobre le projet de loi de financement de la Sécurité sociale¹. Il l'a qualifié de « budget de combat [...] pour éviter de laisser aux générations futures une dette qui constituerait un véritable impôt à la naissance ». L'objectif est de baisser le déficit global de la Sécu (régime général + Fonds de solidarité vieillesse) de 17,4 à 13,9 milliards. La défense des générations futures est une escroquerie intellectuelle, car ce ne sont pas les «jeunes» qui paieront plus tard les dépenses actuelles des «vieux» ; mais, avec le mécanisme de la dette, c'est une partie des «jeunes» (les futurs travailleurs) qui financera plus tard (en payant des intérêts) les revenus et les dépenses futures d'une autre partie des «jeunes» (les futurs capitalistes) qui vivront de la dette. L'opposition des générations² cache le véritable combat du gouvernement : le combat de classe pour faire payer les travailleurs, via une réduction des dépenses sociales et une hausse des prélèvements.

Côté prélèvements supplémentaires (5 milliards), ils frapperont les travailleurs : en témoigne la mise en place d'une nouvelle taxe de 0,15% (puis 0,30% en 2014) sur les pensions de retraite (350 millions). Par contre, le gouvernement a renoncé à faire payer aux Français qui travaillent en Suisse des cotisations maladie (ils pourront toujours choisir une assurance privée) et a surtout renoncé à augmenter les cotisations patronales ! Et pour cause : le Monde a révélé la semaine dernière que le gouvernement prévoyait de baisser de 40 milliards les cotisations patronales d'ici 2017... et de faire payer la différence par les travailleurs, via une augmentation de la CSG ou de la fiscalité «écologique». Ce chiffre de 40 milliards correspond à celui avancé par Louis Gallois, « commissaire général à l'investissement », qui doit justement rendre un rapport sur la compétitivité le 5 novembre.

Côté réduction de dépenses (2,4 milliards), on peut se féliciter des baisses de prix des médicaments imposées aux groupes privés. Mais des mesures frapperont aussi les malades : maintien du «jour de carence» pour les fonctionnaires décidé par Sarkozy l'an passé, restriction des prescriptions d'arrêts de travail, «rationalisation des achats hospitaliers», limitation du recours à l'hospitalisation, autant de mesures qui vont détériorer la qualité des soins. Les hôpitaux vont être contraints à de nouvelles réductions d'effectifs.

Le projet de loi contient certes des dispositions positives (le remboursement à 100% des IVG est une victoire des luttes féministes de ces dernières années). Mais il est globalement régressif. Les allègements de cotisations sociales employeurs (30 milliards d'euros) sont maintenus. Une part d'entre eux (2,9 milliards en 2010) n'est pas compensée par le budget de l'État à la Sécurité sociale. Par ailleurs, pour celles qui sont normalement compensées (et creusent le déficit de l'État), on constate d'importants retards de versement de la part de l'État. Ils s'ajoutent aux dettes patronales. Tout cela renforce les problèmes de trésorerie de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), la « banque de la Sécurité sociale ». Pour couvrir ces problèmes, l'Acoss est obligée de recourir à l'emprunt, pour une part de plus en plus importante auprès des banques privées et des marchés financiers !

Par ailleurs, Mireille Elbaum a été nommée le 20 septembre présidente du Haut Conseil du financement de la protection sociale, un schmilblick de plus créé cette année (sous Sarkozy) pour intégrer les syndicats, avec le consentement de leurs directions. Ce choix n'est pas anodin : Elbaum veut mettre en place un système de retraite individualisé par points, c'est-à-dire un régime «à cotisations définies» (et plus à «prestations définies» comme aujourd'hui) où chacunE perçoit une retraite en fonction de son nombre de points, et où la valeur du point est calculée en fonction de l'objectif d'équilibre financier de la Sécu. Le conseil doit proposer une réforme du financement de la protection sociale dans les trois mois. « Sur la base de vos travaux, le gouvernement prendra ensuite ses responsabilités, dans la voie d'une réforme de la protection sociale, a déclaré Ayrault. Une réforme qui prendra en compte une «feuille de route sociale [...] qui intègre sans tabou la question de la compétitivité», a ajouté le Premier ministre.

Les intentions du gouvernement ne font guère de doute : les attaques contre le système de protection sociale, et notamment nos retraites, ne font que commencer.

Gaston Lefranc

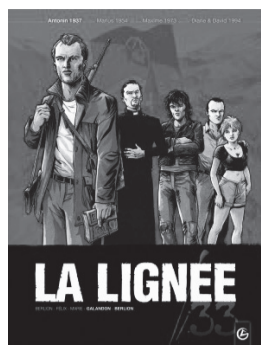
1. Consultable sur : www.economie.gouv.fr/projet-de-loi-de-financement-de-la-securite-sociale-pour-2013 (lire aussi page 4)

2. On pourra lire avec intérêt la contribution des sociologues Yann Le Lann et Benjamin Lemoine dans Actes de la recherche en sciences sociales n° 194 intitulée « Les comptes des générations. Les valeurs du futur et la transformation de l'État social ». Ils y expliquent comment la catégorie des « générations » s'est imposée au détriment des catégories sociales.



www.annecycinemaitalien.com

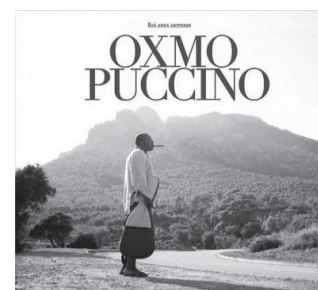
Une nouvelle fois, le festival du cinéma italien d'Annecy a donné à voir richesse et vitalité cinématographique. Si le grand prix fiction est revenu à Ivan Cotroneo pour *La kryptonite nella borsa*, nous retiendrons particulièrement *Gli equilibristi* d'Ivano di Matteo, mais surtout la projection en avant-première française du dernier film de Daniele Vicari : *Diaz non pulire questo sangue* (*Diaz, ne pas nettoyer ce sang*), sur les violences policières lors du sommet de Gênes en 2001. (lire ci-contre)



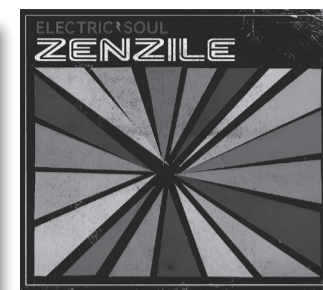
BD
LA LIGNÉE, TOME 1
Laurent Galandon, Olivier Berlion
Bamboo / 9 euros
La Lignée est le premier tome d'une série de quatre albums mêlant fantastique, saga familiale et histoire. Dans la famille Brossard, les aînés sont victimes d'une malédiction qui les voit mourir l'année de leurs 33 ans. Le premier tome de l'histoire concerne le jeune Antonin, auquel un vieil oncle révèle en 1937 le terrible secret. Cette nouvelle ne l'empêche pas d'abandonner sa vie parisienne pour rejoindre les Républicains espagnols. Ce premier récit de la série est plutôt réussi et enlevé. Trois autres tomes suivent, avec à chaque fois un scénariste et un dessinateur différents, ce qui permet de donner à chaque album une touche unique. L'ensemble est donc conçu comme une série, avec un côté thriller, et il faut reconnaître qu'on s'y laisse prendre.
Sylvain Pattieu



CINÉMA
DIAZ, NE PAS NETTOYER CE SANG
Daniele Vicari
Ce film retrace sous une forme historico-documentaire, les événements dramatiques qui se sont déroulés au terme du sommet de Gênes en 2001. Sur la base des minutes du procès qui s'en est suivi, il reconstitue la genèse de l'intervention policière à l'école Diaz - lieu d'hébergement d'une centaine de manifestants, puis les violences et tortures perpétrées dans les locaux de la caserne Bolzaneto. Ce film est un événement qui mérite la diffusion la plus large, non seulement pour sa qualité, mais aussi et surtout pour sa valeur historique et la réalité d'un système qu'il donne à voir dans toute sa brutalité et sa haine.
Diaz a marqué les esprits lors du festival du cinéma italien d'Annecy (lire ci-contre).
Philippe M.



MUSIQUE
ROI SANS CARROSSE
Oxmo Puccino
Cinq 7
Beaucoup se disputent autour de ce disque : est-ce encore du rap ? L'étiquette de black Jacques Brel qu'on accole désormais à Oxmo Puccino peut en effet se révéler aussi pesante que flatteuse. Et surtout donner la fausse impression qu'il s'inscrit dans le sillon de ces fameux « gentils » rappers quadras « reconvertis en bon bougre » (dixit Rocé, autre force de frappe mature de la scène hexagonale). Mais cette figure massive du hip-hop parisien n'a pas plus besoin de préciser les influences dans lesquelles elle trace son empreinte, comme l'explicite des morceaux comme *Artiste* ou *Les gens de 72*, ni de justifier de son parcours (écouter *Le mal que je n'ai pas fait*). Il serait peut-être aussi temps de cesser d'invoquer la chanson française comme seule forme de consécration dès qu'un auteur issu des « musiques urbaines » se met à écrire des textes à faire perdre le sommeil à Benjamin Biolay ou Vincent Delerm.
King Martov

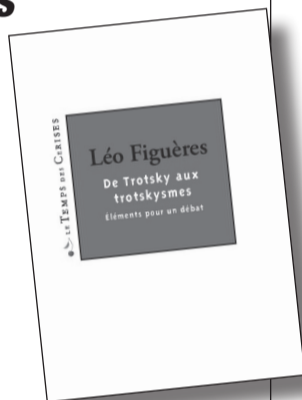


MUSIQUE
ELECTRIC SOUL
Zenzile
Yotanka productions
Formation vétéran de la petite scène dub française, Zenzile existe depuis plus de quinze ans et étrenne ses albums au fil de ses collaborations et de ses changements de boutiques, tout en sillonnant le pays, que ce soit sous le format de groupe ou de sound-system. Fondé à Angers, le groupe ne s'est jamais enfermé dans une acception puriste du principe « reggae » de base, et ils ont toujours donné l'impression de regarder autant vers les avant-gardes d'Angleterre (par exemple des labels comme Ninjatune) que vers les classiques de Kingston. Ce nouvel opus porte bien son nom dans la mesure où il s'agit en effet d'insuffler une chaleur rythmique, un groove profond, à des productions électro entre Massive Attack ou Howie B. On goûtera à ce sujet particulièrement l'envolée soyeuse du chanteur jamaïcain Winston Mcanuff sur *Magic number*, la plus belle réussite de ce disque.
K. M.

Essai

DE TROTSKY AUX TROTSKYSMES
LÉO FIGUÈRES

Le Temps des Cerises
106 pages
12 euros



Léo Figuères fut un des principaux dirigeants staliniens du PCF qui s'était rendu célèbre en publiant en 1969 un ouvrage au titre ô combien éloquent : *Le Trotskysme, cet antiléninisme...* Mais les temps ayant changé, il écrivit un dernier ouvrage avant de mourir en 2011. C'est ce livre que préface aujourd'hui l'ancien dirigeant de la fédération de Paris du PCF, Henri Malberg. L'auteur revient sur l'histoire du trotskysme et de ses militants jusqu'à la période de la LCR et du NPA, mais pour faire une autocritique partielle qui n'est pas sans intérêt... D'abord, il doit reconnaître que le trotskysme fait partie du mouvement ouvrier et que, là-dessus, il a été calomnié. Pour l'auteur, Trotsky a eu raison de dénoncer la bureaucratisation et la dégénérescence de l'URSS, mais pour lui, celle-ci n'est réelle qu'à partir des années 1970... Il dénonce les purges et la répression des trotskystes aussi bien en URSS que pendant la Révolution espagnole, mais en vieux stalinien, il regrette l'URSS et dénonce le retour du capitalisme, même s'il pense que la perspective d'une « révolution politique » était une « solution fantasmagorique ». Il dénonce ce qu'il appelle les « faux pas du PCF en 68 »... mais soutient les alliances interclassistes comme le Front populaire. Pour cet ancien stalinien mal dégrossi, le développement des trotskystes aujourd'hui est lié à la victoire des capitalistes en URSS et aux renoncements des PC. Bref, un petit livre qui, malgré quelques calomnies ou fausses informations, aide à comprendre ce qui se passe dans la tête de nombreux militants du PCF aujourd'hui assez déboussolés.
Alain Krivine

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

Eric J. Hobsbawm (1917-2012)

Historien de renommée internationale, Eric John Ernest Hobsbawm est décédé à l'âge de 95 ans.

Spécialiste du XIX^e siècle, Eric J. Hobsbawm contribua au développement de la brillante école d'histoire économique qui se mit en place au cours des années 1950 dans le sillon du Parti communiste britannique à l'université de Cambridge. Comme beaucoup de militants du PC britannique, il évolua du stalinisme à l'eurocommunisme, avant de rejoindre le travaillisme après la chute du Mur de Berlin, sans toutefois jamais rompre avec le grand espoir d'émancipation issu de la Révolution d'octobre. Hobsbawm devint célèbre grâce à son exceptionnel talent pour la synthèse historique. Doté d'un style précis et simple, il sut utiliser à merveille les ressources du marxisme pour analyser l'événement historique dans toutes ses dimensions. Particulièrement remarquable fut son *Ère des révolutions* (1962), dans laquelle il étudiait les transformations du monde entre 1789 et 1848, en les lisant au prisme d'une « double révolution - industrielle en Angleterre et politique en France. Il s'attacha à y articuler les différentes facettes du bouleversement révolutionnaire, de la transformation des rapports de production jusqu'à la genèse du scientisme, tout en mettant au jour les contradictions qui devaient aboutir à 1848 et à la mise en place de ce qu'il appela *l'Ère du capital*. Par contraste avec l'historiographie marxiste française, trop souvent repliée sur un récit événementiel et dogmatique, Eric Hobsbawm sut trouver dans le marxisme des outils critiques ouvrant les horizons de l'interprétation historique. Il contribua ainsi à faire entrer définitivement les concepts marxistes dans la palette des sciences historiques, ce qui l'amenait à constater à juste titre que « le

marxisme a tellement transformé le courant dominant de l'histoire qu'il est aujourd'hui souvent impossible de dire si un ouvrage particulier a été écrit par un marxiste ou un non-marxiste ». De manière paradoxale pour un spécialiste du XIX^e siècle, Hobsbawm devint mondialement célèbre grâce à l'histoire du XX^e siècle qu'il publia en 1994 sous le titre de *L'Âge des extrêmes*. Hobsbawm y jetait sur son siècle le regard d'un spectateur engagé, dont les analyses empruntaient alors davantage à l'humanisme qu'au marxisme proprement dit. Traduit dans plus de 20 langues, *L'Âge des extrêmes* fut un succès de librairie d'autant plus retentissant qu'il apparut comme un manifeste contre la vision dominante, alors incarnée par François Furet et Stéphane Courtois, qui s'attachait à archiver les idées communistes sur l'étagère criminelle des totalitarismes. Si les milieux académiques français, alors largement acquis au révisionnisme furetien, ne considèrent *L'Âge des extrêmes* que comme le dernier rejet d'une pensée marxiste désormais obsolète, force est de constater que c'est aujourd'hui la vision de Furet et de Courtois qui est considérée comme dépassée. Et ce n'est pas là le moindre des mérites d'Eric J. Hobsbawm.
Laurent Ripart



Déclaration de la coalition de la gauche syrienne

Nous publions des extraits de la déclaration de militants se revendiquant du marxisme luttant à l'intérieur même de la Syrie ou à l'extérieur.

Nos tâches dans la révolution actuelle

Après une oppression de plus de cinq décennies, de larges tranches des classes populaires se sont révoltées pour le changement. En effet, elles ont été privées de s'organiser en tant que forces indépendantes de l'État, et se sont révoltées après que le pillage pratiqué par les anciens et les « nouveaux » hommes d'affaires ait appauvri une grande masse de ces couches.

Une petite minorité a mis la main sur les rouages de l'économie et ont transformé une économie productive (dans l'agriculture, et à un certain degré dans l'industrie) en une économie de rente basée sur les services, l'importation, l'immobilier, le tourisme et les services bancaires.

Ce processus a été réalisée par la politique de libéralisation mise en œuvre notamment au cours de la dernière décennie, doublée d'un discours sur les politiques de « modernisation et de développement », qui a conduit à une hausse significative du taux de chômage, à une grande déstabilisation des conditions de vie des classes populaires dont les salaires n'ont augmenté que très faiblement par rapport à la hausse vertigineuse du coût des denrées, des services, de l'éducation et de la santé, à l'issue de l'ouverture économique et de la libéralisation du marché, même si ce dernier a été monopolisé par une petite minorité de « nouveaux hommes d'affaires ». Le despotisme du pouvoir, constitué depuis près d'un demi-siècle, la tyrannie des services sécuritaires et l'absence de la loi et des institutions ont été la couverture qui a permis un pillage systématique et terrible des efforts déployés par les classes populaires lorsque l'État était « le patron », et a permis ensuite d'effectuer la transformation libérale sans possibilité de résistance après l'effondrement du mouvement d'opposition, à cause ses propres crises et de la cruauté du despotisme.

C'est la raison pour laquelle il était normal que ces couches se révoltent et initient un soulèvement massif afin de réaliser le changement et d'arracher les libertés politiques, dans l'espoir de parvenir à une meilleure situation, leur permettant d'obtenir une vie décente et stable.

Donc, la révolution est celle des classes populaires, même si ce caractère de classe n'est pas encore évident. [...] Nous devons donc déterminer notre rôle dans la révolution actuelle, en tant que marxistes révolutionnaires, étroitement attachés aux classes populaires, défendant ces dernières et œuvrant pour que ce soient elles qui gouvernent [...].

La Syrie que nous voulons :

[...] C'est pourquoi il est impératif que soit constitué un État séculaire moderne, démocratique, laïc et parlementaire, se basant sur la citoyenneté ; seul le peuple doit être la source des pouvoirs et décider toutes les libertés, la liberté d'organisation, le droit des partis politiques à l'action par simple avis,



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

la liberté de l'opinion, de l'expression et de la croyance, la liberté de toutes formes de presse (version papier, audiovisuel), suivant des normes incluses dans la Constitution ; la liberté de grève, de manifestation et de toute forme de protestation par simple avis ; la liberté des syndicats, des associations et des rassemblements qui reflètent une classe ou un groupe social, sexuel ou un groupe d'âge. Tout cela doit être réglé par une Constitution votée par le peuple, séparant les pouvoirs et affirmant l'alternance politique.

[...] Il faut résoudre la question agricole par un retour au labour de la terre, par l'appui de l'État visant à développer l'agriculture et à aider les agriculteurs après la crise qu'ils ont subie, à appuyer tous les besoins de l'agriculture et commercialiser la production. [...] Il faut également œuvrer à rénover les industries existantes et à élargir la construction industrielle, car aucune société de nos jours ne peut survivre sans que l'industrie n'en soit la force essentielle de production. [...]

L'évolution interne, la construction d'une industrie réelle ou le développement de l'agriculture sont impossibles avec la dépendance du capitalisme. Il n'est pas non plus possible de dépasser l'économie mafieuse de rente sans réaliser une coupure avec le capitalisme et sans chercher à le dépasser. [...]

Nos missions dans la révolution :

[...] Il est devenu impossible que continue le régime, pour le changement duquel le peuple est sorti. Il est devenu impossible que les réclamations des forces radicales soient en dessous de celles du peuple. Ceci impose de réfléchir sur tous les moyens qui permettent le développement de l'insurrection, en organisant les mécanismes de son activité

et en définissant les slogans qui expriment vraiment les réclamations des classes populaires, ainsi que les objectifs posés.

[...] Notre tâche consiste actuellement à agir dans la révolution afin de la pousser en avant. Tel est l'objectif de la coalition de gauche, qui doit inclure tous les marxistes impliqués dans la révolution, pour la révolution et pour l'avenir, qui ne sera pas prospère sans l'activité de ceux-ci.

Ce qu'il faut, c'est un système démocratique qui reflète spécifiquement les intérêts des classes populaires.

En effet, la lutte est une lutte de classe par excellence et ne s'arrêtera pas en remplaçant une forme autoritaire par une autre, quelle que soit sa « démocratie », parce que sans en modifier le modèle économique, cette autorité servira une nouvelle mafia, et ne mettra pas les bases d'un État véritablement démocratique.

Ce qui est requis, c'est notre rôle dans l'activation du conflit et le développement de la révolution afin d'inclure toutes les classes populaires, et pour que le slogan du renversement du régime revêtisse une signification claire, la signification gravée par l'audace et la bravoure des jeunes des classes populaires, dessinée par le sang des martyrs tombés pour le pain et la liberté, pour un État séculaire donnant une vraie vie aux couches populaires.

Telle est aujourd'hui notre mission dans la révolution.

Lundi 8 octobre 2012

Droits des femmes

À Lyon, les restructurations menacent le droit des femmes à disposer de leur corps !

Trois ans après la fermeture de l'hôpital Hôtel-Dieu et le transfert du centre d'interruption volontaire de grossesse (CIVG) vers l'hôpital Édouard-Herriot, les services d'orthogénie lyonnais, qui pratiquent les IVG, sont de nouveau menacés car peu rentables (CIVG de la Croix-Rousse et CIVG de Lyon-Sud). À la Croix-Rousse, plusieurs scénarios sont à l'étude. Tous vont dans le sens d'un éclatement du service d'IVG : un espace pour le premier accueil et les consultations, et le transfert des lits d'hospitalisation vers le service de gynécologie. À Lyon-Sud, toujours dans une logique de rentabilité, une première restructuration vient d'être présentée. Ici aussi est prévue la délocalisation des lits d'IVG vers la gynécologie. Au cours de cette restructuration, le service d'IVG passerait de deux personnes actuellement (une infirmière et une aide-soignante), à une seule.

Après l'annonce de fermeture du centre IVG de l'Hôtel-Dieu en 2009, un collectif de défense de l'IVG à Lyon s'est constitué. Il regroupe des associations féministes, le Planning familial du Rhône, des syndicats (CGT, Sud), des groupes politique (NPA, LO, Gauche unitaire/Front de Gauche, CGA) ainsi que des travailleurEs des centres IVG de la Croix-Rousse, d'Édouard-Herriot et de Lyon-Sud. Cet été, le Planning familial avait tiré la sonnette d'alarme avec un communiqué de presse « Ce mois d'août 2012, les Lyonnaises doivent aller se faire avorter ailleurs ! » alertant sur le fait qu'au mois d'août un seul centre IVG était ouvert. Une réunion a eu lieu entre l'Agence régionale de santé (ARS) et le Planning pour faire le point sur la situation de la prise en charge des IVG cet été.

Le discours de l'ARS va évidemment dans le sens des restructurations, la mise en accusation du Planning qui souhaitait le maintien des quatre CIVG et donc du personnel, la tentative d'opposer le Planning et les travailleurEs des CIVG, la culpabilisation des femmes qui n'auraient pas honoré leurs rendez-vous cet été (après un véritable parcours de la combattante pour en obtenir un). Les travailleurEs de l'hôpital de la Croix-Rousse se sont mis en grève le 20 septembre (13% de grévistes) et ont manifesté devant la direction des Hospices civils de Lyon (HCL) avec les personnelEs de ceux-ci.

Une manifestation est prévue le samedi 27 octobre à 14h30 (M° Hénon) à l'appel du collectif de défense de l'IVG pour le maintien des CIVG de la Croix-Rousse et de Lyon-Sud.

La réorganisation des services remet en cause le droit à l'avortement. Les restructurations sont une menace pour les droits des femmes à disposer de leur corps et une attaque contre les personnels hospitaliers qui sont majoritairement des femmes. En France, 150 centres IVG ont déjà disparu en dix ans.

Face à la logique capitaliste et pour les droits des femmes, premières touchées par la crise, nous devons lutter pour imposer de vrais services publics, l'interdiction des licenciements, le droit des femmes à disposer de leur corps !

Céline (Lyon)

LE N°36 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur les licenciements et les mobilisations salariales, des articles sur la CSG, la crise dans l'État espagnol, un retour sur la Confédération européenne des syndicats... et bien d'autres encore !

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

Tout est à nous!, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



La Française des jeux m'a payer!

Le scandale des paris truqués de l'équipe de handball de Montpellier a mis en lumière un système marchand bien plus ancien et bien plus grave, propre au sport professionnel.

Il faut dissiper deux ou trois illusions. Si en effet l'affaire autour des soupçons de matchs truqués concernant certains joueurs de l'équipe de handball de Montpellier a révélé à une France apparemment éberluée que ce type de scandales n'avait pas forcément vocation à rester une spécialité étrangère ou juste transalpine¹, les paris sportifs, la principale motivation de ces « dérives », ne sont pas apparus avec l'arrivée d'Internet. D'une certaine manière, ils font partie de l'ADN économique du sport. Voici donc la première vérité, depuis le départ, depuis les courses de chevaux du XIX^e siècle², puis les prix cyclistes, ensuite les combats de boxe³ : le sport et l'argent font plus que bon ménage. Ils cheminent ensemble car, au-delà des beaux discours de Coubertin sur son extraterritorialité sociale, le monde sportif constitue aussi, et désormais surtout, une activité économique d'importance, et avec une intensité croissante au fur et mesure que sa démocratisation et sa mondialisation s'amplifiaient. Ainsi chez nous, l'économie du sport pèse 34 milliards d'euros et la vente des « produits » (chaussures, maillots, etc.) dépasse les 9 milliards. Pour autant cela représente peu de chose au regard des 200 milliards d'euros annuels que génèrent les paris sportifs dans le monde, suscitant inévitablement l'intérêt des mafias, cette fraction hardcore du libéralisme, avec forcément et inévitablement l'envie de réduire au possible les risques inhérents à cette filière si propice au blanchiment de fonds « douteux » (que ce soit en Chine ou en Inde, qui a elle aussi connu ses scandales autour du cricket, principale discipline sportive là-bas).

La décision prise de libéraliser les paris sportifs en France avec la loi de 2010 – avec de nombreux organismes de contrôle et d'alerte, dont l'Autorité de régulation des jeux en ligne (Arjel), preuve que le législateur savait d'avance à quoi s'attendre – visait avant tout à permettre à l'État de prélever sa dîme sur une manne qui se répandait exclusivement via des sites « illégaux ou étrangers ». Le PMU par exemple a pu se diversifier pour engranger pas moins de 1,2 milliard d'euros lors du seul premier trimestre 2012. Donner ensuite des leçons de morale semble pour le moins hypocrite, quand l'État se charge de stimuler le goût du jeu – où 100% des perdants ont tenté leur chance – afin de mieux se financer.

Le cas Cesson-Montpellier avec ses faux airs de saga pieds-nickelés et d'artisanat familial, peut d'un coup sembler anecdotique voire mineure. Elle s'avère avant tout révélatrice car elle démontre au quidam que les logiques profondes qui sous-tendent aujourd'hui le développement du sport professionnel, et notamment son rapport intime aux jeux d'argent, ne sont pas le privilège malsain du football ou du tennis, et qu'ils peuvent désormais s'immiscer dans les moindres interstices sportifs. Y compris dans ce beau handball, vendu aux Français comme un refuge pédagogique et sain face au football corrompu et à ses joueurs issus des quartiers si malpolis, alors qu'il a quitté depuis longtemps le nid douillet du sport scolaire pour courir après le modèle et les habitudes tristement ordinaires du sport professionnel. On vient de le constater, et ce n'est sûrement que le début.

Nicolas Kssis

1. Le calcio fut le théâtre d'un tremblement de terre judiciaire d'un tout autre calibre, pas encore, terminé l'année dernière.

2. Qui furent le premier usage du mot « sport » dans la presse y compris sous la plume du jeune débutant Léon Blum dans *la Revue blanche*.

3. Lire *Night Train* de Nick Tosches à ce propos (Rivages/Noir).



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/DR)

MONDIAL DE L'AUTO Sous les lacrymos, la détermination

AccueilliEs par les gaz lacrymo à leur arrivée au Mondial de l'auto, les salariéEs des boîtes en lutte ne se sont pas laissés démoraliser.



Paris, le 9 octobre, devant l'entrée du Mondial de l'automobile. Les salariéEs en lutte face aux CRS. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Mardi 9 octobre, près de 2 000 salariéEs déterminés e sont retrouvés à la Porte de Versailles devant l'entrée du Mondial de l'automobile à partir de 10 heures. Ce rassemblement, en prélude de la manifestation appelée par la CGT l'après-midi, était à l'initiative des syndicats CGT et Sud de PSA. Les manifestantEs étaient bien décidéEs à crier leur colère dans l'enceinte de la vitrine du grand business automobile. Des salariéEs de PSA d'Aulnay, de Sochaux, de Poissy, de Mulhouse, des métallos du Nord-Pas-de-Calais, celles et ceux de Fralib, Licenci'elles, Goodyear, Renault Cléon, Preventiglass, Michelin, Thales, Air France, Sanofi, Technicolor, Presstalis et bien d'autres encore, venuEs dénoncer la fermeture d'entreprises, les licenciements et la mise en place d'accords emplois-compétitivité. Les arrivées de cars, de trains, de voitures se sont étalées sur plus d'une heure au gré des embouteillages et des tracasseries des forces de l'ordre. Mais le gouvernement Hollande-Ayrault-Montebourg avait décidé

de présenter sa version du dialogue social : un quartier entièrement bleui et militarisé par les cars de gardes mobiles, des centaines de CRS déguisés en Robocop. Les flics de Valls, après la chasse aux immigrés et aux Roms, ressemblent décidément de plus en plus à ceux de Sarkozy et Hortefeux. De ce fait, nous avons passé la fin de matinée à tenter de bousculer les grilles du Mondial entre deux arrosages de gaz lacrymogène. La colère des manifestantEs n'entamait pas leur détermination. Entre deux « assauts », les représentantEs des entreprises affirmaient tour à tour les revendications essentielles des manifestantEs : refus de voir les emplois liquidés au nom de la rentabilité du capital, les conditions de travail dégradées au nom de la productivité, les salaires bloqués au nom de la baisse du « coût » du travail. Mais surtout, toutes et tous affirmaient la nécessité de la coordination des mobilisations. Pourtant les organisations syndicales (fédérations, confédérations) étaient non seulement absentes mais avaient plus ou moins ouvertement combattu l'idée même d'une mobilisation

au Mondial de l'automobile. Pourtant les difficultés des luttes dans chaque boîte laissent parfois peu de temps et de place à la construction du tous ensemble. Par leur présence, en réponse à l'appel des PSA, les salariéEs présentEs montraient que la rencontre de ceux et celles qui se battent, qui refusent les politiques patronales et gouvernementales, est possible dès maintenant. Les discussions, à peine perturbées par les allers-retours entre les grilles derrière lesquelles s'étaient réfugiées les forces de défense de l'ordre social, tournaient autour de cette préoccupation : comment construire la mobilisation « tous ensemble » qui fera avaler son insolence à un patronat protégé par les sbires gouvernementaux. Malgré l'impossibilité de faire notre tour du Mondial, la majorité des manifestantEs sont partiEs gonflés à bloc vers la place d'Italie, pour insuffler colère et détermination aux cortèges de leur région.

Robert Pelletier

Pigeons ou vautours ?

Le gouvernement prétendait aligner l'imposition du capital sur celle du travail... L'une des rares mesures effectives était la suppression du « prélèvement forfaitaire libératoire ». Par exemple, jusque-là, lorsqu'un chef d'entreprise ayant créé son entreprise la cédait, sa plus-value était taxée de 19%, au lieu de subir le barème de l'impôt sur le revenu (beaucoup plus lourd pour de telles sommes, et que les salariés, eux, ne peuvent esquiver). Il était même exonéré d'impôt s'il reversait au moins 80% dans une autre entreprise dont il n'est pas dirigeant. En supprimant ce privilège, le projet de budget allait donc soumettre ces plus-values à 45% (plus 15% de cotisations sociales) si elles dépassaient 150 000 euros, mais... bien sûr à partir du 150 000^e euro, et à condition que ce ne soit pas une vente avec départ à la retraite, que l'entreprise n'ait pas le statut

de « jeune entreprise innovante », que les actifs n'aient pas été détenus plus de dix ans, que 80% de la plus-value ne soient pas réinvestis dans une autre entreprise... Bref, quelques bons parachutes ! Tout un petit milieu d'entrepreneurs (comme le PDG de PriceMinister, petit frère de l'ex-ministre UMP Nathalie Kosciusko-Morizet, ou encore le PDG fondateur de Meetic) s'est mobilisé pour hurler à la mort et crier à l'expropriation pure et simple ! Les médias ont complaisamment relayé la détresse de ces nouveaux Misérables, autobaptisés les « pigeons ». Laurence Parisot a voulu se faire remarquer à son tour... et a dénoncé « le racisme anti-entreprises » qui règnerait en France !

Le 8 octobre, Hollande rend leur pain au chocolat aux pauvres patrons. La nouvelle mesure est retirée. L'abattement rétabli est même élargi à ceux qui réinvestissent sans

renoncer à être dirigeants, et même à tous les « investisseurs » (les spéculateurs) détenant plus de 10 ou 15% du capital ! Des négociations sont en cours avec le Medef pour lui apporter de nouvelles assurances... Voici donc enterré le principe d'une égalité des revenus du capital et du travail devant l'impôt. Avec une promptitude qui en dit long sur le « courage » politique, et la solidarité de classe, du nouveau pouvoir socialiste. Le ministre du Budget Jérôme Cahuzac a déclaré que ces ajustements « coûteront plusieurs centaines de millions d'euros » et que « cet impact devra être compensé ». On peut parier que les pigeons seront les salariés.

Yann Cezard

FLORANGE

Rencontre avec des sidérurgistes résistants

Bordeaux-Paris-Florange et retour, une longue journée pour Philippe Poutou pour aller à la rencontre des salariéEs d'Arcelor Florange. Deux heures de train de Paris à Metz mises à profit pour envisager les pistes pour construire les soutiens, les rencontres, les échanges qui pourraient permettre la mise en marche de coordination des boîtes en lutte, des équipes syndicales convaincues de cette nécessité. Ce même jour, Olivier Besancenot est avec les Sanofi et nous espérons bien convaincre ceux d'Arcelor d'être acteurs de cette mise en commun. Premier rendez-vous devant les « Grands Bureaux », siège du site d'Arcelor Florange et première rencontre avec la presse. Guidés par un militant CFDT nous nous retrouvons devant le site de la filière « chaude », arrêtée depuis quatorze mois. Une cinquantaine de militants nous accueillent chaleureusement, autour d'un café. Le débat s'engage. Ici Édouard Martin et ses camarades défendent le principe du redémarrage de l'activité avec un repeneur, avec l'idée et l'espoir d'une loi qui imposerait aux patrons liquidateurs de vendre les usines qu'ils veulent fermer. Débat fraternel mais ferme car nous défendons plutôt l'expropriation,

la nationalisation mais surtout la nécessité d'une coordination des luttes pour faire reculer patronat et gouvernement. Entre deux merguez, nous rejoignons la filière « froide » avec un piquet CGT. Bernard Thibault vient de partir... Ici on est plus proches de la revendication de nationalisation. Mais il faut trouver les voies de la coordination. La mobilisation dans Arcelor est difficile. D'un côté, une filière chaude arrêtée depuis quatorze mois avec des salariéEs en chômage partiel mais qui se regroupent peu. De l'autre, des salariéEs des autres activités qui restent à l'écart de la mobilisation. Le temps nous manque pour passer au carrefour ferroviaire occupé par FO. Une division des tâches qui conforte une division syndicale perceptible dans les échanges avec les salariéEs. Nous nous donnons rendez-vous au Mondial de l'automobile le mardi 9 octobre. Un petit pas vers le tous ensemble que chacun sait indispensable mais compliqué à construire.

Robert Pelletier



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO)

Le CIF n'est pas une banque !

Entretien avec le personnel de l'agence du Crédit immobilier de France (CIF) de Perpignan, réalisé par le comité NPA de Perpignan, le lundi 1^{er} octobre, après une première visite le vendredi 28 septembre.

Pourquoi ce mouvement ?

Après la dégradation de trois points de la note du Crédit immobilier de France, en mars dernier par l'agence américaine Moody's, demandant qu'il s'adosse à une banque de dépôts, après le refus en août de la Banque postale d'être cette banque et une nouvelle dégradation par Moody's, le gouvernement a garanti les crédits déjà faits mais a programmé l'extinction du CIF, ce qui aura pour conséquence dans quelques semaines le licenciement de 2 500 salariéEs (dont 70 % sont des femmes).

Quelle est votre forme d'action ?

Nous sommes toutes et tous en grève illimitée (avec pour le moment maintien intégral des salaires). Les directeurs régionaux sont aussi en grève. Pour les tracts et les manifestations il faut tenir compte de l'avis de touTEs. Nous espérons encore une issue favorable mais nous pouvons aussi être toutes et tous licenciéEs en décembre. L'action est difficile parce que dans chaque agence nous sommes peu nombreux, dix ici à Perpignan par exemple (mais 2 500 en tout en France).

Pourquoi une telle décision du gouvernement selon vous ? Pourquoi sacrifie-t-il ainsi les 2 500 salariéEs d'un établissement financier utile et par ailleurs non déficitaire ?

Le CIF dispose d'une « cagnotte » de 2,4 milliards d'euros en fonds propres, ce qui semble intéresser le gouvernement pour son budget 2013 !

Mais n'est-ce pas en contradiction avec la priorité aux logements sociaux annoncée par le gouvernement et en particulier par Cécile Duflot ?

Si, bien sûr, le CIF est aujourd'hui un acteur majeur du mode HLM, œuvrant pour des missions sociales et la construction de



(JB)

logements sociaux. De plus, l'accès à la propriété de quelques 100 000 foyers « modestes » par an grâce aux prêts du CIF libère autant de logements pour les mal-logés et ceux qui sont inscrits sur les listes des Opac et autres organismes HLM. Par ailleurs, 100 000 accédants de moins à la propriété, c'est 200 000 emplois de moins dans la construction.

Et qu'est-il prévu pour vous, les salariéEs ?

Rien de précis pour l'instant, le gouvernement parle de faire appel à la solidarité des autres acteurs financiers, aux banques pour nous embaucher. Mais les banques cherchent aussi à réduire leurs personnels !

Quelles suites à la lutte ?

On ne sait pas trop parce que la direction est très impliquée pour l'instant dans cette

lutte ce qui rend les choses complexes. En plus nous n'avons pas l'habitude de la grève et des luttes. Pour l'instant, nous nous sentons très isolés, nous n'avons le soutien d'aucune organisation politique ou syndicale locale, pas plus d'ailleurs que des associations qui se battent pour le « droit au logement pour tous » alors que notre disparition sera lourde de conséquences pour l'habitat social.

Vous, le NPA, êtes les premiers de Perpignan à nous apporter votre soutien. Vous pourriez peut-être nous aider à organiser une conférence de presse avec les correspondants des journaux locaux et des radios.

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
 Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
 et de communication (NSPAC)
 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
 Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
 Prénom :
 Adresse :
 Code postal :
 Ville :
 Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

 N° DE COMPTE

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

 CLÉ RIB

--	--	--	--

 Date :
 Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
 Adresse :
 Code postal :
 Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

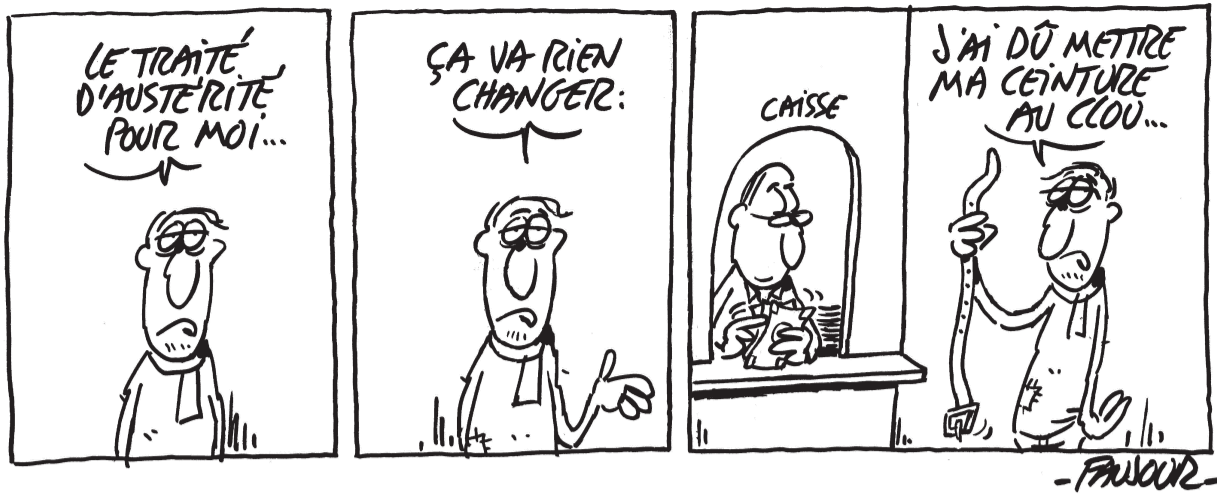
- | | | |
|-----------------|---|--|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
28 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
56 euros |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
22 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
44 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
50 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
100 euros |

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- | | | |
|-----------------|---|---|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
20 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
40 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
38 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
76 euros |

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Aubry rattrapée par l'amiante. Ce n'est pas en tant que maire de Lille ou ex-secrétaire du Parti socialiste que Martine Aubry a aujourd'hui affaire à la justice. Directrice des relations du travail de 1984 à 1987 au ministère du Travail, elle doit aujourd'hui s'expliquer sur les positions qu'elle a prises, à l'époque sur le dossier - meurtrier pour les salariéEs - de l'amiante. Au cœur de l'instruction se trouve le Comité permanent Amiante, dissous par la suite en 1996, comité bidon composé en fait d'industriels de l'amiante prônant un « usage contrôlé » de l'amiante... En clair, un vrai comité de défense de la matière alors qu'étaient déjà connus les risques de son utilisation pour les salariéEs. Un proche d'Aubry à l'époque, lui-même haut fonctionnaire, a déjà été mis en examen et Aubry elle-même risque la même chose. Leur ligne de défense est déjà toute trouvée : plaider leur ignorance à l'époque sur la nocivité du produit alors que différents rapports de l'Inserm pointent pourtant que l'on connaît celle-ci depuis la fin des années 60. Une politique à proprement parler criminelle, bien à l'image du cynisme et du mépris d'industriels prêts à tout pour faire de l'argent et des politiciens qui leur sont liés.

Pour Sohane, il y a dix ans. « À la mémoire de Sohane morte brûlée vive, pour que garçons et filles vivent mieux ensemble dans l'égalité et le respect. Sohane Benziane, 1984-2002 », dit la plaque posée à l'endroit du drame. Personne n'a oublié la mort atroce de cette jeune fille, à la veille de ses 18 ans, parce qu'elle avait refusé l'interdiction qui lui avait été faite par un jeune du quartier d'entrer dans « sa » cité. Wantant se venger de l'ami de Sohane, il s'est attaqué à celle-ci. La presse à l'époque n'a retenu que la version du meurtrier, une histoire de jalousie, une querelle d'amoureux, entrant ainsi dans la statistique à laquelle on s'est « habitué » : une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint ou de son ex-conjoint. Mais le vrai motif dit encore plus la négation de la femme en tant que personne. La jeunesse de la victime, du meurtrier et des témoins ; le lieu, un local à poubelles ; la violence d'être brûlée vive, la mort de Sohane a profondément choqué. Dix ans après, la lutte des féministes pour faire reconnaître le caractère spécifique des violences contre les femmes a fait progresser les consciences. Mais les chiffres sont toujours aussi terrifiants et une loi, mauvaise parce qu'incomplète, continue à empêcher prévention, soutien effectif à toutes les femmes victimes de violence.

« N'ayez pas peur Madame, on n'est pas de la police ! » Cette boutade tirée d'un sketch de Coluche a connu une nouvelle actualité la semaine dernière du côté de Marseille. Des flics ripoux de la brigade anticriminalité (BAC) du nord de la ville sont accusés, selon le procureur chargé de l'affaire, de vol, de racket et de trafic de drogue. En clair, extorsions et vols de drogue et d'argent sur des petits dealers de la ville. Entre autres preuves, 450 grammes de cannabis et d'herbe et plusieurs sommes d'argent ont été découverts lors de fouilles... dans les vestiaires et les faux plafonds de la BAC Nord. Rien que ça. Une première salve de sanctions est tombée vendredi 5 octobre : sept policiers ont été écroués et cinq autres placés sous contrôle judiciaire. Lundi 8 octobre : la suite, 18 nouveaux mis en examen. Soit au total 30 flics, la quasi-totalité des effectifs de l'équipe de jour de la BAC du nord de la ville. Des faits qui aurait dû mettre au cœur des débats à gauche l'exigence de dissolution de la BAC, portée entre autres par le NPA et plusieurs associations militant dans les quartiers. Peine perdue. Fidèle à lui-même, Valls annonce déjà la création d'une nouvelle brigade anticriminalité, avec appel à volontaires. Histoire de rappeler que Valls est bien le premier flic de France et que la police sous la gauche... c'est vraiment comme la police sous la droite !

Le chiffre

800 000 euros...

C'est la jolie somme que Christine Boutin devrait toucher de l'UMP pour son...silence ; en fait, pour son retrait de la présidentielle. Elle aurait déjà perçu 500 000 euros. Un peu cher payé pour acheter une si bonne âme chrétienne...

JEUDI 25 OCTOBRE À 20H



De gauche comme de droite,

L'AUSTÉRITÉ ON LA COMBAT !

MEETING PARIS
SALLE JAPY, 2 rue Japy 75011 Paris (Métro Voltaire ou Charonne)

Avec **Olivier Besancenot, Christine Poupin, Philippe Poutou** et la participation de représentantEs des luttes

SANOFRIC : Les milliards de l'exploitation...



Sanofi serait en train de ravir la première place à Total à la Bourse de Paris. Le groupe Sanofi deviendrait la première capitalisation du CAC40 dépassant les 90,4 milliards que pèse le groupe pétrolier. Une première place construite sur le travail de milliers de salariéEs dont les actionnaires exigent une rentabilité sans cesse croissante au prix de réorganisations, restructurations, plans sociaux et licenciements... La course au fric sur le dos des travailleurs et des usagers, en l'occurrence les malades... L'expropriation sous le contrôle des salariéEs et de la population de ces grands groupes serait une mesure de salut public. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

NO COMMENT

Vu l'état désastreux dans lequel la France risque de se trouver dans cinq ans, je n'aurai pas le choix en 2017. [...] La question n'est pas de savoir si je vais revenir mais si j'ai le choix, moralement, vis-à-vis de la France, de ne pas revenir. Je ne peux pas me défausser moralement vis à vis des Français.

NICOLAS SARKOZY,
SELON LE CANARD ENCHAÎNÉ

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,
d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr
IMPRIM'VERT®